

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-ESPRIT
REHABILITATION DU BATIMENT MEDECINE

[illegible]

LOT N°07A – REVETEMENTS SOLS ET MURS

PRESCRIPTIONS GENERALES CARRELAGE	4
DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS.....	4
GÉNÉRALITÉS.....	4
RÈGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE.....	4
RÈGLEMENTATION ACCESSIBILITÉ.....	4
RÈGLEMENTATION CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS SUR LE CHANTIER.....	5
RÈGLEMENTATION CONCERNANT LES DÉCHETS ET LES BRUITS DE CHANTIER.....	5
MARQUES DE QUALITÉ.....	6
TRAVAUX DE POSE COLLÉE DE CARRELAGE.....	6
DTU et normes DTU	6
Cahiers de prescriptions techniques.....	7
Normes.....	7
Autres documents de référence.....	7
TRAVAUX DE REVÊTEMENTS DE SOLS SCÉLÉS EN INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR.....	8
Normes.....	8
Autres documents de référence.....	9
SOUS-COUCHES ISOLANTES SOUS CARRELAGE.....	9
DTU - Normes DTU.....	9
Normes.....	10
Autres documents de référence.....	11
ÉTENDUE DES TRAVAUX.....	11
PRESTATIONS À LA CHARGE DU PRÉSENT LOT.....	11
Travaux de pose scellée.....	12
Travaux de pose collée de revêtements céramiques et assimilés.....	13
OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	13
OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR.....	13
PRIX DU MARCHÉ.....	14
REHABILITATION - SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR TRAVAUX DANS EXISTANTS.....	14
SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES.....	15
CONTROLE ET RECEPTION DES MATERIAUX SUR CHANTIER.....	15
LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT.....	15
TRAVAUX PREPARATOIRES.....	16
OUVRAGES ACCESSOIRES AUX REVETEMENTS CARRELAGE.....	16
ÉTAT DE LIVRAISON DES REVETEMENTS FINIS.....	16
NETTOYAGE ET PROTECTION DES REVETEMENTS FINIS.....	17
NETTOYAGE DE FIN DE MISE EN ŒUVRE DES OUVRAGES CARRELES SCÉLÉS.....	17
REHABILITATION - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION PARTICULIERES.....	17
PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE.....	18
PRESCRIPTIONS GENERALES.....	18
REVETEMENTS COMPLÉMENTAIRES EN CARRELAGE.....	18
REVETEMENTS COLLES MURS INTERIEURS.....	18
REVETEMENTS COLLES SOLS INTERIEURS ET EXTÉRIEURS.....	19
REVETEMENTS DE SOLS SCÉLÉS.....	19
PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX.....	20
CERTIFICATIONS ET CLASSEMENTS.....	20
Classement UPEC.....	20
Classement de réaction au feu des matériaux.....	20
TRAVAUX SUR DES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE.....	20
PIECES CONSTITUTIVES COMPLÉMENTAIRES.....	21
PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.....	21

PRESCRIPTIONS GENERALES REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES22

DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS.....	22
<u>GÉNÉRALITÉS</u>	22
<u>DTU ET NORMES DTU</u>	22
<u>NORMES</u>	23
Classification des normes	23
Revêtements de sol résilients	23
Revêtements de sol caoutchouc.....	24
Revêtements de sol linoléum	24
Revêtements de sol de salles sportives.....	25
Matériaux pour chapes aux liants hydrauliques.....	25
Adjuvants pour mortiers de chape	25
Adhésifs et colles	26
Normes diverses	26
<u>RÉGLEMENTATION THERMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE</u>	26
<u>RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE</u>	26
<u>RÉGLEMENTATION ACCESSIBILITÉ</u>	26
<u>RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS SUR LE</u>	
<u>CHANTIER</u>	28
<u>RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LES DÉCHETS ET LES BRUITS DE CHANTIER</u>	28
ÉTENDUE DES TRAVAUX	29
<u>PRESTATIONS À LA CHARGE DU PRÉSENT LOT</u>	29
Travaux faisant partie du marché	29
Autres prestations à la charge du présent Lot par dérogation au NF DTU 53.12	30
<u>DONNÉES ESSENTIELLES</u>	30
OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	30
<u>RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR</u>	30
<u>PRIX DU MARCHÉ</u>	30
<u>OBLIGATION DE RÉSULTAT</u>	30
<u>RÉHABILITATION - RECONNAISSANCE DES EXISTANTS</u>	30
SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES	31
<u>CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES MATÉRIAUX SUR CHANTIER</u>	31
<u>LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT</u>	31
<u>LOCAL OU LOCAUX DE STOCKAGE</u>	31
<u>ÉTAT DU CHANTIER</u>	31
<u>RÉHABILITATION - SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES POUR TRAVAUX</u>	
<u>DANS EXISTANTS</u>	32
<u>CONDITIONS MINIMALES D'INTERVENTION</u>	33
<u>RECONNAISSANCE DES SUPPORTS</u>	33
Supports neufs	33
Supports à base de liants hydrauliques	33
Planchers	34
Chapes et dalles rapportées	34
Marches d'escaliers.....	34
Supports verticaux	34
<u>TRAVAUX PRÉPARATOIRES</u>	34
Préparation des supports neufs	34
Préparation des supports anciens	35
Primaire avant l'enduit de préparation de sol.....	35
Enduit de préparation de sol	35
PRESCRIPTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES REVETEMENTS	35
<u>DISPOSITION DES LÉS</u>	35
<u>POSE DES REVÊTEMENTS EN LÉS</u>	35
Pose par collage en plein des revêtements de sol en PVC.....	35
<u>POSE DES DALLES ET LAMES</u>	35
Pose par collage en plein des revêtements de sol en PVC.....	36
Pose de dalles ou lames plombantes amovibles	36
<u>JONCTION ENTRE LES LÉS, DALLES OU LAMES</u>	36
Pour revêtement PVC	36

JONCTION AVEC LES APPAREILS SANITAIRES	36
TRAITEMENT DES RIVES, SEUILS, PÉNÉTRATIONS	36
En locaux à présence occasionnelle d'eau	36
En locaux à présence d'eau fréquente	36
En locaux à présence d'eau prolongée	36
PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES POUR LA POSE EN ESCALIER	36
ENTRETIEN	37
PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX	37
CERTIFICATIONS ET CLASSEMENTS	37
Classement UPEC	37
NATURE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS EN GÉNÉRAL	37
CHOIX DES PRODUITS	37
CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES MATÉRIAUX SUR CHANTIER	38
ÉCHANTILLONS	38
CHOIX DES TEINTES ET/OU DÉCORS	38
COLLES, ADHÉSIFS, RÉSINES, PRIMAIRES, MASTICS, ETC.	38
PROTECTION DES OUVRAGES ACCESSOIRES MÉTALLIQUES	38
RÉACTION AU FEU DES REVÊTEMENTS	38
TRAVAUX SUR DES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE	39
PIECES CONSTITUTIVES COMPLÉMENTAIRES	39
PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	39
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES REVETEMENTS SOLS ET MURS	
CARRELAGE	40
DEMOLITION REVETEMENTS DE SOL	40
DEMOLITION DE CARRELAGE DE SOL	40
7A.1. Démolition de carrelage de sol yc forme de pose	40
DEMOLITION DE CARRELAGE MURAL	40
7A.2. Démolition crédence	40
7A.3. Démolition revêtement des murs	40
CARRELAGE	40
TRAVAUX PREPARATOIRES SUR BETON ANCIEN	40
7A.4. Travaux préparatoire pour travaux sur béton ancien :	40
CARRELAGE GRES CERAME	40
7A.5. Carreaux de grès cérame anti-glissant	41
FAIENCE	41
FAIENCE MURALE	41
7A.6. Faïences	41
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES REVETEMENTS SOLS SOUPLE	42
DEMOLITION DEPOSE TRAVAUX PREPARATOIRE	42
DEMOLITION DE REVETEMENT DE SOL SOUPLE	42
7A.7. Dépose de revêtement de sol souple	42
ENDUIT DE RAGREAGE	42
7A.8. Enduit de ragréage de sol	42
REVETEMENTS DE SOL	42
REVETEMENTS DE SOL EN LES DE POLYCHLORURE DE VINYLE	42
7A.9. Revêtement de sol en lés PVC	42
ACCESSOIRES	42
PROFILES POUR REMONTEE EN PLINTHE	42
7A.10. Profilé spécial pour remontée en plinthe complète	42
SEUIL VISSE	43
7A.11. Seuil en laiton L40mm	43

PRESCRIPTIONS GENERALES CARRELAGE

DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

GÉNÉRALITÉS

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive.

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- code civil ;
- code de la construction et de l'habitation ;
- code général des collectivités territoriales ;
- code des communes ;
- code de la santé publique ;
- code de l'environnement ;
- code de l'urbanisme ;
- code rural ;
- code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- réglementation sécurité incendie ;
- réglementation accessibilité ;
- textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc .

ainsi que tous les documents énumérés ci-dessous.

RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place .

RÉGLEMENTATION ACCESSIBILITÉ

Afin de garantir la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :

- établissements recevant du public et installations ouvertes au public :
 - réhabilitation de l'existant : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente».

L'obligation d'accessibilité totale de l'établissement porte sur les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant de catégorie 1 à 4. Concernant les établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie, une partie du bâtiment (ou de l'installation) est obligatoirement accessible à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. L'obligation d'accessibilité porte également sur les installations ouvertes au public existantes.

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter au minimum les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs ,

- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales ,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds .

○ nouvelle construction : les établissements recevant du public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements (article R162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l' arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement et l' arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales ,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds .

RÉGLEMENTATION CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS SUR LE CHANTIER

Pour la réglementation concernant :

- la sécurité et la protection de la santé sur le chantier ;
- la sécurité des ouvriers contre les chutes ;
- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante .

l'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES DÉCHETS ET LES BRUITS DE CHANTIER

A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- Articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code l'environnement ;
- circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement ;
- recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment .

A.2 Déchets de démolition

- Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation ;
- arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

A.3 Déchets dangereux

- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux .

A.4 Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques

- Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement .

B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- l'[article R.1334-36] du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;
- l' article [R. 1337-6] du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ,
 - le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ,

- les comportements anormalement bruyants .
 - les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux .
 - le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage
 - l' arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage .
- Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.

- Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique .

B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;
- directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;
- arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments .

MARQUES DE QUALITÉ

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « marque NF », d'un « label » ou d'une « certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante. Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

TRAVAUX DE POSE COLLÉE DE CARRELAGE

DTU et normes DTU

NF DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

- NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1)
- NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2)
- NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)

NF DTU 52.2 (P61-204) : Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - pierres naturelles

- NF DTU 52.2 P1-1-1 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-1-1 : Cahier des clauses techniques types pour les murs intérieurs (Indice de classement : P61-204-1-1-1)
- NF DTU 52.2 P1-1-2 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-1-2 : Cahier des clauses techniques types pour les murs extérieurs (Indice de classement : P61-204-1-1-2)
- NF DTU 52.2 P1-1-3 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-1-3 : Cahier des clauses techniques types pour les sols intérieurs et extérieurs (Indice de classement : P61-204-1-1-3)
- NF DTU 52.2 P1-2 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-2 : Cahier des critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-204-1-2)
- NF DTU 52.2 P2 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée de revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P61-204-2)

NF DTU 52.10 (P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé

- NF DTU 52.10 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P61-203-1-1)
- NF DTU 52.10 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-203-1-2)

- NF DTU 52.10 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 2 : Cahier des clauses administratives types (Indice de classement : P61-203-2)

Cahiers de prescriptions techniques

- Revêtements de sols intérieurs en carreaux céramiques de grand format et de format oblong collés au moyen de mortiers-colles dans les locaux P3 au plus en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3666_V4, avril 2021)
- Pose collée de revêtements céramiques - pierres naturelles - en travaux neufs dans les locaux P4 et P4S. - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3526_V4, juillet 2013)
- Pose collée de revêtements céramiques et assimilés - pierres naturelles - en travaux neufs sur chape fluide à base de sulfate de calcium - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3527_V3, mai 2011)
- Pose collée de revêtements céramiques et assimilés - pierres naturelles - en rénovation de murs intérieurs dans les locaux EB+ privatif au plus - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3528_V3, mai 2011)
- Pose collée de revêtements céramiques et assimilés - pierres naturelles - en rénovation de sols intérieurs dans les locaux classés P3 au plus - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3529_V4, novembre 2012)
- Pose collée de revêtements céramiques - pierres naturelles - en rénovation de sols intérieurs dans les locaux P4 et P4S - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3530_V4, juillet 2013)
- Chapes fluides à base de sulfate de calcium - Cahier de Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3578_V4, mars 2019)

Les cahiers des prescriptions techniques (CPT) regroupant des dispositions de mise en œuvre communes à une famille de produits ou procédés objets d'Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA), doivent être utilisés conjointement avec les ATec ou DTA en cours de validité qui y font référence. Ils peuvent les compléter ou les amender.

Normes

Caractéristiques

- NF EN 12004-1 (avril 2017) : Colles à carrelage - Partie 1 : exigences, évaluation et vérification de la constance de performance, classification et marquage (Indice de classement : P61-610-1)
- NF EN 13888-1 (septembre 2022) : Mortiers de jointoiement pour carreaux et dalles céramiques - Partie 1 : exigences, classification, marquage et étiquetage (Indice de classement : P61-614-1)
- NF EN 14411 (novembre 2016) : Carreaux céramiques - Définitions, classification, caractéristiques, évaluation et vérification de la constance de performance et marquage (Indice de classement : P61-530)
- NF EN ISO 10545-12 (décembre 1997) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 12 : détermination de la résistance au gel (Indice de classement : P61-540)
- NF B10-601 (septembre 2019) : Produits de carrière - Pierres naturelles - Prescriptions générales d'emploi des pierres naturelles + Amendement A1 (août 2021) (Indice de classement : B10-601)
- NF EN 13748-1 (août 2004) : Carreaux de mosaïque de marbre - Partie 1 : carreaux de mosaïque de marbre à usage intérieur + Amendement A1 (novembre 2005) (Indice de classement : P19-807-1)
- NF EN 13748-2 (décembre 2004) : Carreaux de mosaïque - Partie 2 : carreaux de mosaïque de marbre à usage extérieur (Indice de classement : P19-807-2)
- NF EN 771-6 (août 2011) : Spécification pour éléments de maçonnerie - Partie 6 : éléments de maçonnerie en pierre naturelle (Indice de classement : P12-121-6)

Autres documents de référence

- Certification "CERTIFIÉ CSTB CERTIFIED" des colles à carrelage - Document de référence - Cahier 3522_V3 (e-Cahiers du CSTB, mai 2011)
- Classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois et nomenclature des supports pour revêtements muraux intérieurs (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3567_V2, novembre 2021)

- Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3782_V2, juin 2018)
- Revêtements de sol céramiques - Spécifications techniques pour le classement UPEC (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3778_V4, octobre 2020)

TRAVAUX DE REVÊTEMENTS DE SOLS SCELLÉS EN INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR

Normes

Caractéristiques

- NF B10-601 (septembre 2019) : Produits de carrière - Pierres naturelles - Prescriptions générales d'emploi des pierres naturelles + Amendement A1 (août 2021) (Indice de classement : B10-601)
- NF EN ISO 10545-4 (mars 2019) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 4 : détermination de la résistance à la flexion et de la force de rupture (Indice de classement : P61-534-4)
- NF EN ISO 10545-6 (juin 2012) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 6 : détermination de la résistance à l'abrasion profonde pour les carreaux non émaillés (Indice de classement : P61-534-6)
- NF EN ISO 10545-7 (juin 1999) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 7 : détermination de la résistance à l'abrasion de surface pour les carreaux et dalles émaillés (Indice de classement : P61-545)
- NF EN ISO 10545-12 (décembre 1997) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 12 : détermination de la résistance au gel (Indice de classement : P61-540)
- NF EN ISO 10545-13 (avril 2017) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 13 : détermination de la résistance chimique (Indice de classement : P61-541)
- NF EN ISO 10545-14 (novembre 2015) : Carreaux et dalles céramiques - Partie 14 : détermination de la résistance aux taches (Indice de classement : P61-531-14)
- NF EN 12372 (mars 2022) : Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination de la résistance à la flexion sous charge centrée (Indice de classement : B10-621)
- NF EN 12058 (avril 2015) : Produits en pierre naturelle - Dalles de revêtement de sols et d'escaliers - Exigences (Indice de classement : B10-617)
- NF EN 12620+A1 (juin 2008) : Granulats pour béton (Indice de classement : P18-601)
- NF EN 13139 (janvier 2003) : Granulats pour mortiers (Indice de classement : P18-139)
- NF EN 1339 (février 2004) : Dalles en béton - Prescriptions et méthodes d'essai (Indice de classement : P98-339)
- NF EN 13748-1 (août 2004) : Carreaux de mosaïque de marbre - Partie 1 : carreaux de mosaïque de marbre à usage intérieur + Amendement A1 (novembre 2005) (Indice de classement : P19-807-1)
- NF EN 13888-1 (septembre 2022) : Mortiers de jointoiement pour carreaux et dalles céramiques - Partie 1 : exigences, classification, marquage et étiquetage (Indice de classement : P61-614-1)
- NF EN 14411 (novembre 2016) : Carreaux céramiques - Définitions, classification, caractéristiques, évaluation et vérification de la constance de performance et marquage (Indice de classement : P61-530)
- NF EN 197-1 (avril 2012) : Ciment - Partie 1 : composition, spécifications et critères de conformité des ciments courants (Indice de classement : P15-101-1)
- NF EN 197-4 (décembre 2004) : Ciment - Partie 4 : composition, spécification et critères de conformité des ciments de haut fourneau et à faible résistance à court terme (Indice de classement : P15-101-4)
- NF EN 413-1 (septembre 2012) : Ciment à maçonner - Partie 1 : composition, spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P15-102-1)
- NF EN 459-1 (août 2015) : Chaux de construction - Partie 1 : définitions, spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P15-104-1)
- NF EN 934-2+A1 (août 2012) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 2 : adjuvants pour bétons - Définitions, exigences, conformité, marquage et étiquetage (Indice de classement : P18-341-2)
- NF EN 1008 (juillet 2003) : Eau de gâchage pour bétons - Spécifications d'échantillonnage, d'essais et d'évaluation de l'aptitude à l'emploi, y compris les eaux des processus de l'industrie du béton, telle que l'eau de gâchage pour béton (Indice de classement : P18-211)
- NF P61-341 (juin 2019) : Panneaux de mosaïque de pâte de verre et éléments 2 x 2 les constituant (Indice de classement : P61-341)
- NF P18-545 (octobre 2021) : Granulats - Éléments de définition, conformité et codification (Indice de classement : P18-545)

- NF P05-011 (août 2019) : Revêtements de sol - Classement des locaux en fonction de leur résistance à la glissance (Indice de classement : P05-011)

Autres documents de référence

Certification et classement

- Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3782_V2, juin 2018)
- Revêtements de sol céramiques - Spécifications techniques pour le classement UPEC (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3778_V4, octobre 2020)

Règles professionnelles

- Règles professionnelles SEL concernant les travaux d'étanchéité réalisés par application de systèmes d'étanchéité liquide sur planchers extérieurs en maçonnerie dominant des parties non closes du bâtiment (Règles APSEL, septembre 1999)
- Règles professionnelles SEL concernant les travaux d'étanchéité à l'eau réalisés par application de systèmes d'étanchéité liquide sur planchers intermédiaires et parois verticales de locaux intérieurs humides (Règles APSEL, mars 2010)

Par nature, les règles professionnelles acceptées par la C2P devraient pour la plupart conduire à la rédaction de documents normatifs de type DTU.

Certains produits ou procédés concernés par ces règles doivent également faire l'objet d'une évaluation (norme, Avis Techniques, etc.) non-mise en observation.

SOUS-COUCHES ISOLANTES SOUS CARRELAGE

DTU - Normes DTU

NF DTU 26.2 (P14-201): Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

- NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1)
- NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2)
- NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)

NF DTU 52.1 (P61-202) : Revêtements de sol scellés

- NF DTU 52.1 P1-1 (février 2020) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P61-202-1-1)
- NF DTU 52.1 P1-2 (février 2020) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sols scellés - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-202-1-2)
- NF DTU 52.1 P2 (février 2020) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P61-202-2)

NF DTU 52.10 (P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé

- NF DTU 52.10 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P61-203-1-1)
- NF DTU 52.10 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-203-1-2)
- NF DTU 52.10 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 2 : Cahier des clauses administratives types (Indice de classement : P61-203-2)

NF DTU 52.2 (P61-204) : Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - pierres naturelles

- NF DTU 52.2 P1-1-1 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-1-1 : Cahier des clauses techniques types pour les murs intérieurs (Indice de classement : P61-204-1-1-1)
- NF DTU 52.2 P1-1-2 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-1-2 : Cahier des clauses techniques types pour les murs extérieurs (Indice de classement : P61-204-1-1-2)

- NF DTU 52.2 P1-1-3 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-1-3 : Cahier des clauses techniques types pour les sols intérieurs et extérieurs (Indice de classement : P61-204-1-1-3)
- NF DTU 52.2 P1-2 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 1-2 : Cahier des critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-204-1-2)
- NF DTU 52.2 P2 (juin 2022) : Travaux de bâtiment - Pose collée de revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P61-204-2)

Normes

Classification des normes

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne ;
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale ;
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale ;
- NF : norme française ;
- CEI : norme européenne (Commission Électrotechnique Internationale) .

Remarque : l'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).

Caractéristiques

- NF B10-601 (septembre 2019) : Produits de carrière - Pierres naturelles - Prescriptions générales d'emploi des pierres naturelles + Amendement A1 (août 2021) (Indice de classement : B10-601)
- NF EN 12371 (mai 2010) : Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination de la résistance au gel (Indice de classement : B10-620)
- NF EN 12372 (mars 2022) : Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination de la résistance à la flexion sous charge centrée (Indice de classement : B10-621)
- NF EN 1341 (février 2013) : Dalles de pierre naturelle pour le pavage extérieur - Exigences et méthodes d'essai (Indice de classement : P98-341)
- NF EN 1342 (février 2013) : Pavés de pierre naturelle pour le pavage extérieur - Exigences et méthodes d'essai (Indice de classement : P98-342)
- NF EN 13748-1 (août 2004) : Carreaux de mosaïque de marbre - Partie 1 : carreaux de mosaïque de marbre à usage intérieur + Amendement A1 (novembre 2005) (Indice de classement : P19-807-1)
- NF EN 13748-2 (décembre 2004) : Carreaux de mosaïque - Partie 2 : carreaux de mosaïque de marbre à usage extérieur (Indice de classement : P19-807-2)
- NF EN 14066 (avril 2013) : Méthodes d'essai pour les pierres naturelles - Détermination de la résistance au vieillissement accéléré par choc thermique (Indice de classement : B10-630)
- NF EN 14157 (octobre 2017) : Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination de la résistance à l'usure (Indice de classement : B10-633)
- NF EN 14411 (novembre 2016) : Carreaux céramiques - Définitions, classification, caractéristiques, évaluation et vérification de la constance de performance et marquage (Indice de classement : P61-530)
- NF EN 1936 (mai 2007) : Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination des masses volumiques réelle et apparente et des porosités ouverte et totale (Indice de classement : B10-615)
- NF EN 197-1 (avril 2012) : Ciment - Partie 1 : composition, spécifications et critères de conformité des ciments courants (Indice de classement : P15-101-1)
- NF EN 459-1 (août 2015) : Chaux de construction - Partie 1 : définitions, spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P15-104-1)
- NF EN 934-2+A1 (août 2012) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 2 : adjuvants pour bétons - Définitions, exigences, conformité, marquage et étiquetage (Indice de classement : P18-341-2)
- NF EN 1008 (juillet 2003) : Eau de gâchage pour bétons - Spécifications d'échantillonnage, d'essais et d'évaluation de l'aptitude à l'emploi, y compris les eaux des processus de l'industrie du béton, telle que l'eau de gâchage pour béton (Indice de classement : P18-211)
- NF EN 413-1 (septembre 2012) : Ciment à maçonner - Partie 1 : composition, spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P15-102-1)

- NF P61-341 (juin 2019) : Panneaux de mosaïque de pâte de verre et éléments 2 x 2 les constituant (Indice de classement : P61-341)
- NF P18-545 (octobre 2021) : Granulats - Éléments de définition, conformité et codification (Indice de classement : P18-545)
- NF P05-011 (août 2019) : Revêtements de sol - Classement des locaux en fonction de leur résistance à la glissance (Indice de classement : P05-011)

Autres documents de référence

Certification et classement

- Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3782_V2, juin 2018)
- Revêtements de sol céramiques - Spécifications techniques pour le classement UPEC (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3778_V4, octobre 2020)

CPT et documents généraux d'Avis Techniques

- Chapes fluides à base de sulfate de calcium - Cahier de Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3578_V4, mars 2019)
- Exécution des enduits de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol - Travaux neufs - Cahier des prescriptions techniques (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3634_V2, novembre 2012)
- Planchers réversibles à eau basse température - Cahier des Prescriptions Techniques sur la conception et la mise en oeuvre (Cahiers du CSTB, Cahier 3164, octobre 1999)
- Chauffage par plancher rayonnant électrique - Cahier des Prescriptions Techniques communes (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3606_V3, février 2013)

Les cahiers des prescriptions techniques (CPT) regroupant des dispositions de mise en œuvre communes à une famille de produits ou procédés objets d'Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA), doivent être utilisés conjointement avec les ATec ou DTA en cours de validité qui y font référence. Ils peuvent les compléter ou les amender.

Les Avis Techniques sont consultables sur le site Internet du CSTB : www.cstb.fr

Guide

- Guide pour la mise en oeuvre d'une douche de plain-pied dans les salles d'eau à usage individuel en travaux neufs (juillet 2012)

ÉTENDUE DES TRAVAUX

PRESTATIONS À LA CHARGE DU PRÉSENT LOT

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- la dépose et l'évacuation du revêtement existant ;
- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction, nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- le balayage des supports et l'enlèvement des déchets ;
- la fourniture et l'application de l'enduit de lissage ;
- les calepinages le cas échéant ;
- la fourniture et la pose des revêtements en carrelage prévus au marché ;
- la fourniture et la pose des accessoires tels que bandes de seuils, cornières d'arrêt de revêtement, etc. ;
- la fourniture et la pose de plinthes ;
- la fourniture et la pose des couvre-joints de dilatation ;
- le balayage et/ou le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception, pour faire disparaître les taches de colle ou autres ;
- la fourniture et mise en place des isolants au sol le cas échéant ;
- les sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état ;
- les entailles, découpes, etc. pour tuyaux et autres ;

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- le cas échéant la démolition des chapes et le ponçage des murs

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat. Il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

Travaux de pose scellée

Les travaux à la charge de la présente entreprise comprendront ceux définis au Cahier des clauses administratives spéciales types du NF DTU 52.1.

Travaux faisant partie du marché

Sauf dispositions contraires des Documents Particuliers du Marché (DPM), les travaux dus par l'entreprise comprendront :

- la vérification de l'existence du trait de niveau qui permet de déterminer les arases du sol fini ;
- l'acceptation de l'état apparent du support débarrassé de tous gravats et souillures ;
- les études, plans d'appareillage et calepinage des revêtements de pierres naturelles sur mesure ;
- la fourniture et la pose des revêtements conformément au NF DTU 52.1 ;
- la fourniture et la pose de l'écran de désolidarisation exigé en cas de pose sur Système d'Étanchéité Liquide (SEL) ;
- pour la pose scellée flottante :
 - le joint souple périphérique tel que défini dans le NF DTU 52.1 ,
 - en cas de pose de plinthe en céramique ou en pierre, le joint souple périphérique est remplacé par un joint souple sous plinthe tel que défini dans le NF DTU 52.1 .
- l'exécution des joints ;
- la fourniture et la mise en œuvre du matériau de remplissage des joints de fractionnement dont la nature est fixée par le NF DTU 52.1 ;
- le ponçage des carreaux de mosaïque de marbre à liant ciment dans les cas visés au NF DTU 52.1 ;
- le balisage des zones pendant la durée des travaux de revêtements et pendant les délais de séchage ;
- le balayage et le nettoyage des revêtements immédiatement après exécution ;
- l'enlèvement hors chantier, ou dans des bennes prévues à cet effet, de tous déchets et gravats résultant des travaux de revêtements .

Travaux faisant partie du marché par dérogation au NF DTU 52.1

Sauf dispositions contraires des Documents Particuliers du Marché (DPM), les travaux dûs par l'entreprise comprendront :

- pour les éléments de revêtement à effet décoratif, les études, plans d'appareillage et calepinage éventuels du revêtement ;
- l'enlèvement de tous dépôts de matériaux sur les supports et, dans le cas des travaux de réfection, l'enlèvement de mobilier, la démolition et l'enlèvement des formes de pente ou de mortier de scellement à remplacer ;
- dans le cas de travaux de rénovation, les travaux de mise à nu du support ;

- la mise en conformité du support telle que décrite dans les NF DTU 52.1 et NF DTU 52.10 ;
- la mise en œuvre éventuelle des sous-couches isolantes ;
- les travaux d'étanchéité ;
- la protection provisoire du revêtement d'étanchéité ;
- l'exécution des revêtements d'escaliers et de paliers et demi-paliers avec nez de marche, contremarche, nez métallique éventuel des bords de marches, qui ne sont pas explicitement définis aux DPM ;
- la fourniture et pose ou la pose seule des accessoires tels que cornières de seuil, cadres de tapis-brosse, tampons de regard, caniveaux, siphons, etc. ;
- la fourniture et pose de plinthes ;
- pour la pose scellée non flottante, le joint souple sous plinthe tel que défini dans le NF DTU 52.1 ;
- la fourniture et la pose de cornières de rive des joints de dilatation et éventuellement de leur couvre-joint.

Travaux de pose collée de revêtements céramiques et assimilés

Les travaux à la charge de la présente entreprise comprendront ceux définis au Cahier des clauses administratives spéciales types du NF DTU 52.2.

Travaux faisant partie du marché

Sauf dispositions contraires des Documents Particuliers du Marché (DPM), les travaux dûs par l'entreprise comprendront :

- l'acceptation de l'état apparent du support ;
- la mise en œuvre d'un enduit de sol ou d'un ravaillage conformément au NF DTU 52.2 ;
- les études, plans d'appareillage et calepinage des revêtements de pierres naturelles sur mesure ;
- la fourniture et la pose des revêtements .

Travaux faisant partie du marché par dérogation au NF DTU 52.2

Sauf dispositions contraires des Documents Particuliers du Marché (DPM), les travaux du présent marché comprendront :

- pour les revêtements à effet décoratif, les études, plans d'appareillage et calepinage éventuels du revêtement ;
- l'enlèvement de tous dépôts de matériaux sur les supports ;
- le traitement des fissures du support ;
- la mise en conformité du support lorsque ceux-ci ne respectent pas les tolérances admissibles prévues dans le NF DTU 52.2 ;
- les travaux d'étanchéité ainsi que les travaux de protection à l'eau lorsqu'ils sont nécessaires ;
- les raccords de revêtements au droit des traversées qui seraient posés après l'exécution des revêtements ;
- la fourniture et pose de plinthes ;
- pour les chapes ou dalles non flottantes, le joint souple sous plinthe ;
- l'exécution des revêtements d'escaliers et de paliers et demi-paliers avec nez de marche, contremarche, nez métallique éventuel des bords de marches, qui ne sont pas explicitement définis aux DPM

OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- conformité à la réglementation ;
- conditions hygrométriques des locaux ;
- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc .

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

Dans le cas contraire, il fera, par écrit au maître d'œuvre, les observations qu'il jugera utiles. Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

PRIX DU MARCHÉ

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- si l'opération comporte plusieurs lots, la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- si l'opération comporte plusieurs lots, la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc., ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ,
 - les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ,
 - le ramassage et la sortie des déchets et emballages ,
 - le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur .

REHABILITATION - SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR TRAVAUX DANS EXISTANTS

A. Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état et le mode d'occupation des locaux ;
- la nature et l'état des revêtements carrelages existants ;
- leur mode de pose (scellés ou collés) ;
- la nature et l'état des supports existants comportant le carrelage à remplacer ;
- la nature et l'état des supports non carrelés devant recevoir des revêtements en carrelage.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

B. Protection et sauvegarde des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

C. Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, et tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment. L'entrepreneur prendra toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

D. Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux, l'entrepreneur devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit-elle des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

L'enlèvement et la remise en place ou le déplacement des mobiliers et équipements, nécessaires pour permettre l'exécution des travaux, seront effectués :

SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

CONTROLE ET RECEPTION DES MATERIAUX SUR CHANTIER

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité, et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au chapitre « Documents de référence contractuels ».

Tous les matériaux défectueux, et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

A. Préambule

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état .

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux. L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

B. Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :

- remettre à l'entreprise de gros œuvre, par le canal du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc., des supports destinés aux travaux du présent Lot ;
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot .

En complément aux prescriptions des DTU l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant exercer une influence sur les travaux de cloisons, habillages et plafonds ;
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état, afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs .

Supports

A. Réception des supports neufs

L'entrepreneur du présent Lot devra procéder à la réception des supports nouvellement réalisés.

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent Lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des NF DTU 52.1 et NF DTU 52.2.

Cette réception sera faite en présence du maître d'œuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.

B. Supports neufs non conformes

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent Lot fera, par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention des supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra être amené à prescrire les travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le Lot ayant exécuté les supports, soit par le présent Lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

C. Rapport contradictoire en cas de pose scellée

Avant les travaux préparatoires, le présent Lot devra effectuer un contrôle de la planéité et de la pente du support.

Les relevés de contrôles devront être réalisés contradictoirement en présence du maître d'ouvrage et lui être transmis. Le contenu du rapport contradictoire devra comporter les éléments prévus par l'Annexe A du NF DTU 52.1. L'entrepreneur ne pourra commencer les travaux de mise en œuvre du revêtement que si ce rapport contradictoire a été établi.

TRAVAUX PREPARATOIRES

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence des revêtements.

Pour les revêtements en carrelage collé, le présent lot aura toujours à exécuter, avant toute pose du revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage au sol, et un enduit de ragréage sur murs. Le choix du type de produit à employer pour l'enduit de lissage de sol sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré. Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées au CPT des enduits de lissage de sols intérieurs.

L'entrepreneur devra toujours mettre en œuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

OUVRAGES ACCESSOIRES AUX REVETEMENTS CARRELAGE

Pour les ouvrages accessoires tels que baguettes de joints, rails fractionnement préfabriqués, profilés d'angles rentrants ou saillants, arrêts de rive, nez de marches, etc., l'entrepreneur devra présenter en temps voulu les échantillons au maître d'œuvre.

Les baguettes de joints et autres profilés seront en :

- plastique.

La mise en œuvre de ces ouvrages accessoires devra être effectuée en se conformant strictement aux prescriptions du fabricant.

ÉTAT DE LIVRAISON DES REVETEMENTS FINIS

A. Tolérances sur le revêtement carrelage fini

Les tolérances admissibles sur les revêtements finis, concernant la planéité, l'horizontalité, la verticalité, le niveau, l'alignement des joints, la tenue de l'ouvrage sont précisées dans les différents documents contractuels, à savoir :

- revêtements de sols scellés : NF DTU 52.1 ;
- revêtements collés : NF DTU 52.2 .

A.1 Pose collée

Les tolérances sont celles du support, augmentées de la tolérance de l'élément de revêtement. Le désaffleurement (écart entre les rives mesuré perpendiculairement au plan de collage) est dû aux tolérances du support et aux tolérances de fabrication des éléments de revêtement. Pour les murs extérieurs, le désaffleurement est inférieur ou égal au tiers de la largeur du joint.

A.2 Pose scellée

La tolérance de planéité correspond à une flèche maximale de 3 mm, mesurée sous la règle de 2 m posée librement sur le revêtement ou au moyen d'un appareil de mesure spécifique dont les caractéristiques sont données en Annexe C du NF DTU 52.1 sur une distance de 2 mètres, à laquelle s'ajoute la tolérance admise pour le matériau considéré ou la tolérance réelle, si le matériau n'est pas normalisé.

La tolérance de niveau admissible est de plus ou moins $0,005 + 0,001 \times d$ (distance en mètres au point de référence le plus proche) à laquelle s'ajoute la tolérance admise pour le matériau considéré ou la tolérance réelle, si le matériau n'est pas normalisé.

Le désaffleurement admissible sera de 0,5 mm augmenté du dixième de la largeur du joint.

Alignement des joints inférieur ou égal à 2 mm plus tolérance admise sur les dimensions du matériau considéré.

Pour les surfaces de grandes dimensions, tolérance de 1 mm/m (déviation par rapport à un cordeau tendu aux deux extrémités du joint).

Dans le cas où les tolérances admissibles sur un revêtement fini seraient dépassées, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger la démolition et la réfection du revêtement en matériaux neufs, aux frais de l'entrepreneur.

B. Aspect final des revêtements

L'observation visuelle est faite selon la norme NF EN ISO 10545-7, à une hauteur de 1,65 m et à une distance de 2 m avec un éclairage non rasant (angle entre le revêtement et la lumière supérieur à 45°).

Les revêtements finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tâche ni salissure, de couleur et de ton uniforme et régulier.

Tous les revêtements accusant des défauts tels que tolérances supérieures aux tolérances admises, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc. seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.

NETTOYAGE ET PROTECTION DES REVETEMENTS FINIS

Immédiatement après pose, les revêtements seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent Lot, et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à la réception.

Dans certains cas, en fonction des conditions particulières du chantier et de la nature du revêtement de sol, le présent Lot pourra se trouver amené à assurer une protection absolument efficace par tout moyen de son choix.

NETTOYAGE DE FIN DE MISE EN ŒUVRE DES OUVRAGES CARRELES SCELLES

Le nettoyage initial, après jointoiement, servira à éliminer les résidus de pose ainsi que la saleté.

L'ouvrage devra être propre et ne devra présenter pas de laitance dû aux produits de mise en œuvre.

L'entrepreneur pourra avoir recours aux deux solutions décrites dans l'Annexe B du NF DTU 52.1 : le nettoyage mécanique du joint frais ou le nettoyage manuel du joint frais.

REHABILITATION - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION PARTICULIERES

A. Travaux de démolition, d'arrachage et de dépose

Les travaux de démolition, d'arrachage et de dépose de revêtements en carrelage ou autres devront être réalisés avec grands soins pour éviter toutes dégradations aux ouvrages existants conservés.

L'outillage utilisé pour ces travaux devra être adapté.

Les travaux de démolition et de dépose de revêtements en carrelage comprendront implicitement la dépose de tous les ouvrages accessoires tels que couvre-joints ou bandes de seuils, cornières d'arrêt, couvre-joints de dilatation, etc. ainsi que porte-savon, trappes de visite, etc., à l'exclusion des accessoires vissés.

Pour les ouvrages accessoires métalliques rigides fixés par vis, les déposes sont prévues séparément.

Les travaux de démolition de chape, devront être réalisés avec grands soins pour éviter toutes dégradations du support conservé.

L'outillage utilisé pour ces travaux devra être adapté.

B. Travaux préparatoires

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de réaliser les travaux neufs dans les règles de l'art.

Ces travaux préparatoires seront à réaliser quels que soient les existants que l'entrepreneur aura reconnu en temps voulu.

Le cas échéant, ces travaux comprendront la démolition des chapes existantes et la création de nouvelles chapes

Les travaux préparatoires comprendront également dans le cadre du prix du marché, les travaux suivants sur les parois existantes devant recevoir un revêtement mural carrelage, selon le cas :

- arrachage de papiers peints toutes épaisseurs ;
- arrachage de revêtements muraux en plastique collés ;
- décapage des peintures et traitement pour obtenir un parement apte à recevoir le carrelage collé .
- ponçage et traitement pour obtenir un parement apte à recevoir le carrelage collé

C. Protection des revêtements neufs

L'entrepreneur devra assurer la protection des revêtements neufs jusqu'au jour de la réception, par tous les moyens à sa convenance.

D. Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE

PRESCRIPTIONS GENERALES

A. Implantations

L'implantation du revêtement devra être rigoureusement effectuée dans chaque pièce, notamment par :

- la direction des lignes de joints ;
- la symétrie des lignes par rapport aux références ;
- la symétrie des motifs, le cas échéant .

La disposition et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de carreaux. Les coupes inévitables devront toujours être exécutées sous les plinthes ou en rive des locaux.

B. Calepinage

Dans le cas de calepinage, l'entrepreneur devra examiner le dessin de calepinage qui lui aura été remis par le maître d'œuvre.

En cas d'observations de sa part, l'entrepreneur les fera par écrit au maître d'œuvre.

Une mise au point sera alors effectuée par le maître d'œuvre en accord avec l'entrepreneur.

C. Niveau des sols finis

Les différents revêtements de sols (carrelages, sols minces, etc.) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions, et présenter un affleurement parfait.

Toutes dispositions devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des corps d'état concernés.

D. Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge, l'exécution de tous les raccords de carrelages au droit des scellements, passages de tuyaux ou autres, afférents aux travaux des autres corps d'état.

Dans le cas de raccords à réaliser par suite de retard d'exécution d'un corps d'état, les raccords seront effectués par le présent lot aux frais du corps d'état responsable.

E. Arrêts de sols carrelage scellé

Au droit des seuils et autres emplacements où le sol carrelage scellé sera contigu à un autre type de sol, l'entrepreneur de carrelage aura à fournir et à poser un arrêt métallique constitué par un fer cornière de 30 x 30 mm.

F. Rives libres des revêtements muraux

À tous les angles saillants, et sur toutes les rives libres des revêtements verticaux, il sera fait emploi de carreaux spéciaux à bord arrondi ou à rive émaillée.

Même observation en ce qui concerne les angles saillants des plinthes.

G. Entailles - découpes, etc.

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries, robinets ou autres, devront être très soigneusement ajustées, tout carreau comportant une découpe mal ajustée, ou fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

H. Joints entre carrelage mural et appareils sanitaires

Au droit des appareils sanitaires, le revêtement vertical en carrelage devra réaliser l'étanchéité absolue entre l'appareil sanitaire et la paroi, et à cet effet, le joint entre l'appareil et le 1er rang de carrelage devra être un joint souple en produit pâteux, genre « Thiokol » ou équivalent, la façon de ce joint étant à la charge du présent Lot, y compris la fourniture du produit.

I. Couvre-joints de seuils et autres

Le présent Lot aura à sa charge la fourniture et pose de couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes, ceux-ci seront soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l'hublot ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ils seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

REVETEMENTS COMPLÉMENTAIRES EN CARRELAGE

Les revêtements de marches d'escaliers en carrelage, les plinthes en carrelage et les seuils en carrelage, devront être réalisés dans les conditions précisées au NF DTU 52.1 tant en ce qui concerne les matériaux que leur mise en œuvre.

REVETEMENTS COLLES MURS INTERIEURS

L'entrepreneur devra :

- vérifier les tolérances des supports ;
- vérifier la nature du support et identifier si le support est non admis, admis en pose collée directe, admis sous réserve de la réalisation préalable d'un procédé de protection à l'eau sous Avis Technique ;

● déterminer les classes de colles utilisables en fonction de la situation de l'ouvrage, du local, de la nature du support et du revêtement à poser .

A. Encollage et consommations

● le mode d'encollage avec un mortier-colle sera un simple encollage pour les revêtements dont la surface est inférieure ou égale à 500 cm² ;

● le mode d'encollage avec un mortier-colle sera un double encollage pour les revêtements dont la surface est supérieure ou égale à 500 cm² .

La consommation de mortier-colle / adhésifs et le choix du type de spatule devront respecter les exigences du NF DTU 52.2.

B. Angles saillants

Les angles seront traités avec un profilé :

● en plastique.

REVETEMENTS COLLES SOLS INTERIEURS ET EXTÉRIEURS

L'entrepreneur devra :

● vérifier les tolérances de planéité des supports, la pente minimale admise et l'âge du support ;

● vérifier le classement des locaux intérieurs et extérieurs ;

● vérifier les caractéristiques et le format des carreaux admis pour une pose collée en sols intérieurs et extérieurs ;

● déterminer le type de mortier-colle, en fonction du classement du local du support, d'une pose intérieure ou extérieure, de la nature du revêtement et de sa surface ;

● le cas échéant, si la qualité ou la qualité n'est pas suffisante, démolir la chape existante et réaliser une nouvelle chape ;

Encollage et consommations

A.1 Sols intérieurs

● Le mode d'encollage des carreaux céramiques vitrifiés, d'absorption d'eau inférieur ou égal à 0,5 %, sera réalisé en simple encollage de 0 à 500 cm² ;

● le mode d'encollage des carreaux céramiques vitrifiés, d'absorption d'eau inférieur ou égal à 0,5 %, sera réalisé en double encollage de 500 à 3600 cm² .

A.2 Sols extérieurs

● Le mode d'encollage des carreaux céramiques de 50 à 2200 cm² sera réalisé en double encollage ;

B. Largeur des joints entre éléments

La pose à joint nul est interdite.

La largeur des joints en sol intérieur est de :

● carreaux pressés : supérieur ou égal à 2 mm si carreaux NF UPEC, supérieur ou égal à 4 mm si carreaux NF EN 14411 + tolérances du revêtement ;

La largeur des joints en sol extérieur est de :

● carreaux pressés : 5 mm + tolérances du revêtement ;

C. Joints de dilatation et de fractionnement

Prévoir un joint périphérique de 3 mm minimum.

Respecter le joint de dilatation et de fractionnement du support dans la colle et le carrelage.

REVETEMENTS DE SOLS SCELLES

L'entrepreneur devra :

● déterminer / vérifier le mode de pose en fonction de la nature du support, de son âge et du classement du local ;

● contrôler la planéité et la pente du support ;

● réaliser un ravaillage si le support présente des anomalies ;

● réaliser une couche de désolidarisation pour les supports récents ;

● réaliser une forme de pente adhérente fractionnée tous les 5 m linéaires :

○ pente minimale de 1 % pour les locaux avec siphon, caniveau, etc. ,

○ pente minimale de 2 % pour les sols extérieurs dans les départements d'outre-mer .

A. Mortier de scellement

La composition et le dosage des mortiers de scellement dépendent du local et de l'élément de revêtement. Ceux-ci seront définis par l'entrepreneur conformément aux dispositions du NF DTU 52.1.

B. Mode de pose

La pose sera :

● une pose scellée adhérente.

C. Joints

C.1 Joints entre les éléments de revêtement

La pose à joint nul est interdite.

Pour les locaux qui subissent des agressions chimiques ou mécaniques, le jointement sera réalisé avec du mortier à base de résine réactive.

La largeur des joints est à déterminer par l'entrepreneur selon les prescriptions du NF DTU 52.1 en fonction de la nature du revêtement, de ses dimensions, de ses tolérances de fabrication et de la pose en sol intérieur ou extérieur. La largeur des joints ne saurait être supérieure à 2 cm au maximum afin de garantir un support sûr et stable pour l'utilisateur circulant en fauteuil roulant, en béquilles ou tout autre équipement permettant son déplacement.

C.2 Joints de fractionnement

Lorsqu'ils sont réservés à la pose, les joints de fractionnement mesureront au minimum 3 mm de large, sans être inférieurs à la largeur entre les éléments de revêtement. Il y aura un profilé compressible dans le mortier frais.

Joints par remplissage lors des travaux de finition avec un mastic de dureté shore A > 60.

Joints réalisés par sciage d'environ 3 mm de large après un délai de 2 à 5 jours du revêtement et du mastic de dureté shore A > 60.

En pose scellée adhérente, joint de 3 mm, tous les 60 m² / tous les 8 m linéaires.

En pose scellée désolidarisée, joint de 3 mm, tous les 40 m² / tous les 6 m linéaires.

En pose scellée adhérente sur sol extérieur et protection lourde, poursuivre le fractionnement dans la totalité de l'épaisseur du carrelage plus celle du mortier tous les 4 m par des joints de 1 à 2 cm en limitant la surface à 10 m².

En pose scellée désolidarisée sur sol extérieur ayant une fonction drainante, joints tous les 20 m²/tous les 5 m linéaires.

En pose scellée désolidarisée sur sol extérieur avec SEL, joints tous les 20 m²/tous les 4 m linéaires.

C.3 Joints périphériques

- Pour une pose en sol intérieur : la largeur du joint périphérique sera d'au minimum 5 mm ;
- pour une pose sur sol extérieur concernant des balcons et loggias non étanchés : la largeur du joint périphérique sera d'au minimum 5 mm.

C.4 Joints de dilatation, de fractionnement, périphériques

Ces joints seront traités selon les conditions définies au NF DTU 52.1.

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX

CERTIFICATIONS ET CLASSEMENTS

La Certification de caractéristiques d'un produit est la reconnaissance par un organisme indépendant et compétent du niveau de performance et de la régularité de ces caractéristiques du produit. Elle permet de répondre aux exigences de qualité des travaux, et de performance et de durabilité des ouvrages.

La certification intègre le niveau de performance spécifié dans le DTU pour l'usage défini.

Classement UPEC

La marque UPEC peut être utilisée seule ou en association avec d'autres marques collectives de certification. Le classement UPEC associé à la marque de certification QB est destiné à attester de la conformité des revêtements de sols à des spécifications techniques définies dans un référentiel de certification et permet l'attribution d'un classement d'usage des revêtements de sols, indiquant pour chaque produit que celui-ci est approprié à l'usage dans un local considéré, avec une durabilité suffisante et raisonnable.

Classement de réaction au feu des matériaux

Les classements de réaction au feu des matériaux par type de locaux seront le suivant :

Type de locaux	Catégorie minimale de réaction au feu des matériaux
Tous types de locaux	M4 (ou DFL - s2)
Escaliers encloisonnés (marches et paliers de repos)	M3 (ou CFL-s1)

TRAVAUX SUR DES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE

L'entreprise interviendra dans le cadre d'un immeuble où de l'amiante a été détecté.

Les entreprises et travailleurs qui réalisent des travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante (sous-section 3) ou qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4) devront appliquer les dispositions du Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux travaux de retrait ou d'encapsulage et aux interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres à savoir :

- Une évaluation initiale des risques avec une estimation du niveau d'empoussièrement,
- la certification de l'entreprise,
- la formation et l'information des salariés,
- l'organisation du travail, avec un plan de retrait ou un mode opératoire,
- le suivi de l'exposition,
- la protection collective des salariés en réduisant les concentrations de poussières,
- la protection individuelle par le port d'équipements adaptés,
- la protection de l'environnement du chantier pour limiter les émissions éventuelles aux seuls postes concernés par les travaux,
- le traitement des déchets,
- les conditions de restitution des locaux, selon la nature des travaux et des MCA traités,
- la traçabilité des expositions.

PIECES CONSTITUTIVES COMPLÉMENTAIRES

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti, a été établi par APAVE :

- Rapport N° **20880MAR06498 00 Q**
- Etabli le 17/04/2020, intitulé RAPPORT Hospitalier Saint-Esprit

L'entreprise se reportera au rapport, pour avoir une connaissance détaillée et complète de la présence de matériaux contenant de l'amiante sur l'opération et des modalités de leur encapsulage et de leur retrait.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des informations ou préconisations qui y sont consignés.

PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le marché est traité à prix global et forfaitaire, ferme, non révisable et non actualisable.

L'Entreprise du présent lot, par le fait de sa réponse à l'appel d'offres, prend la responsabilité des documents fournis par le bureau d'études et à ce titre, elle ne saurait se prévaloir d'erreurs ou omissions, pour demander un supplément de prix.

Les quantités, notées sur les bordereaux, sont fournies à titre indicatif afin d'harmoniser les réponses de l'appel d'offres. Il appartiendra à l'entreprise de les vérifier, de les faire siennes, et d'apporter s'il juge nécessaire, toutes les réserves et observations (ou modifications si les règles de consultation le permettent) ayant une incidence sur le coût global des travaux et ce, avant la remise de l'offre et la signature du marché.

Toutes les éventuelles modifications de métrés, formulées ultérieurement à la signature du marché, ne seront pas prises en compte.

PRESCRIPTIONS GENERALES REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES

DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

GÉNÉRALITÉS

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive.

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- la Réglementation accessibilité ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc .

ainsi que tous les documents énumérés ci-dessous.

DTU ET NORMES DTU

NF DTU 21 (P18-201) : Exécution des ouvrages en béton

- NF DTU 21 P1-1 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P18-201-1-1)
- NF DTU 21 P1-2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P18-201-1-2)
- NF DTU 21 P2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales type (Indice de classement : P18-201-2)

NF DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

- NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1)
- NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2)
- NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)

NF DTU 53.12 (P62-207) : Préparation du support et revêtements de sols souples

- NF DTU 53.12 P1-1-1 (décembre 2020) : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples - Partie 1-1-1 : Préparation de supports destinés à être revêtus - Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P62-207-1-1-1)
- NF DTU 53.12 P1-1-2 (décembre 2020) : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples - Partie 1-1-2 : Revêtements de sol textiles - Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P62-207-1-1-2)
- NF DTU 53.12 P1-1-3 (décembre 2020) : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples - Partie 1-1-3 : Revêtements de sol collés PVC - Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P62-207-1-1-3)

- NF DTU 53.12 P1-1-4 (décembre 2020) : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples - Partie 1-1-4 : Revêtements de sol collés en linoléum - Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P62-207-1-1-4)
- NF DTU 53.12 P1-2 (décembre 2020) : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P62-207-1-2)
- NF DTU 53.12 P2 (décembre 2020) : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P62-207-2)

DTU 65.7 (P52-302) : Exécution de planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton

- DTU 65.7 (NF P52-302-1) (mai 1993) : Exécution de planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton - Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (septembre 1999) (Indice de classement : P52-302-1)
- DTU 65.7 (NF P52-302-2) (mai 1993) : Exécution de planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P52-302-2)

NORMES

Classification des normes

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne ;
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale ;
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale ;
- NF : norme française ;
- CEI : norme européenne (Commission Electrotechnique Internationale) .

Remarque : l'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).

Revêtements de sol résilients

- NF EN 12466 (juin 1998) : Revêtements de sol résilients - Vocabulaire (Indice de classement : P62-000)
- NF EN 15398 (mars 2020) : Revêtements de sol résilients, textiles, stratifiés et modulaires à verrouillage mécanique (MMF) - Symboles normalisés pour les revêtements de sol (Indice de classement : P62-004)
- NF EN 424 (février 2002) : Revêtements de sols résilients - Détermination de l'action du déplacement simulé d'un pied de meuble (Indice de classement : P62-101)
- NF EN 425 (juillet 2002) : Revêtements de sol résilients et stratifiés - Essai de la chaise à roulettes (Indice de classement : P62-102)
- NF EN ISO 24341 (avril 2012) : Revêtements de sol résilients et textiles - Détermination de la longueur, de la largeur et de la rectitude des lés (Indice de classement : P62-103)
- NF EN ISO 24342 (décembre 2018) : Revêtements de sol résilients ou textiles - Détermination de la longueur des bords, de la rectitude des arêtes et de l'équerrage des dalles (Indice de classement : P62-104)
- NF EN ISO 24345 (avril 2012) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la résistance au pelage (Indice de classement : P62-108)
- NF EN 432 (octobre 1994) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la force de cisaillement (Indice de classement : P62-109)
- NF EN ISO 23999 (novembre 2021) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la stabilité dimensionnelle et de l'incurvation après exposition à la chaleur (Indice de classement : P62-111)
- NF EN 660-1 (juillet 1999) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la résistance à l'usure - Partie 1 : essai de Stuttgart + Amendement A1 (Sept. 03) (Indice de classement : P62-114-1)
- NF EN 660-2 (juillet 1999) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la résistance à l'usure - Partie 2 : essai de Frick-Taber + Amendement A1 (Septembre 2003) (Indice de classement : P62-114-2)
- NF EN 661 (mars 1995) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la propagation de l'eau (Indice de classement : P62-115)
- NF EN 664 (mars 1995) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la perte de matières volatiles (Indice de classement : P62-117)
- NF EN 665 (mars 1995) : Revêtements de sol résilients - Détermination de l'exsudation de plastifiants (Indice de classement : P62-118)
- NF EN 666 (mars 1995) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la gélification (Indice de classement : P62-119)
- NF EN 663 (mars 1995) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la profondeur conventionnelle du décor (Indice de classement : P62-120)
- NF EN 1815 (mars 1998) : Revêtements de sol résilients et textiles - Évaluation de la propension à l'accumulation de charges électrostatiques (Indice de classement : P62-122)

- NF EN 1818 (décembre 1998) : Revêtements de sols résilients - Détermination de l'effet de roulettes fortement chargées (Indice de classement : P62-123)
- NF EN 1081+A1 (septembre 2020) : Revêtements de sol résilients, stratifiés et multicouches modulaires - Détermination de la résistance électrique (Indice de classement : P62-125)
- NF EN 13893 (janvier 2003) : Revêtements de sol résilients, stratifiés et textiles - Détermination du coefficient de frottement dynamique sur la surface des sols secs (Indice de classement : P62-127)
- NF EN 684 (février 1996) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la résistance de la soudure (Indice de classement : P62-128)
- NF EN 1399 (décembre 1997) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la résistance aux brûlures de cigarettes et aux cigarettes écrasées (Indice de classement : P62-134)
- NF EN 650 (novembre 2012) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support de jute ou de polyester avec envers en polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-301)
- NF EN 651 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur mousse - Spécifications (Indice de classement : P62-302)
- NF EN 652 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support à base de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-303)
- NF EN ISO 26986 (février 2013) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol amortis à base de polychlorure de vinyle expansé - Spécifications + Amendement A1 (octobre 2022) (Indice de classement : P62-304)
- NF EN ISO 10595 (février 2013) : Revêtements de sol résilients - Carreaux semi-flexibles/vinyle (VCT) en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-305)
- NF EN 13413 (février 2002) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur semelle en fibre minérale - Spécifications (Indice de classement : P62-306)
- NF EN 13553 (septembre 2017) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle pour zones humides spéciales - Spécifications (Indice de classement : P62-307)
- NF EN 13845 (août 2017) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol en chlorure de polyvinyle à résistance accrue au glissement - Spécification (Indice de classement : P62-308)
- NF EN 14085 (mai 2010) : Revêtements de sols résilients - Spécification des panneaux de plancher pour pose flottante (Indice de classement : P62-309)
- NF EN 14565 (août 2019) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polymères thermoplastiques synthétiques - Spécification (Indice de classement : P62-310)
- NF EN ISO 10582 (janvier 2018) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol hétérogènes en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-312)
- NF EN ISO 10581 (février 2020) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol homogènes en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-313)
- NF EN 655 (janvier 2012) : Revêtements de sol résilients - Dalles d'aggloméré de liège avec couche d'usure à base de polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-400)

Revêtements de sol caoutchouc

- NF EN 1816 (avril 2020) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec envers en mousse (Indice de classement : P62-200)
- NF EN 1817 (avril 2020) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse (Indice de classement : P62-201)
- NF EN 12199 (avril 2020) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief (Indice de classement : P62-204)
- NF EN 14521 (septembre 2004) : Revêtements de sol résilients - Spécification des revêtements de sol lisses en caoutchouc avec ou sans sous-couche en mousse et avec couche décorative (Indice de classement : P62-205)

Revêtements de sol linoléum

- NF EN 686 (juin 2019) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur sous-couche en mousse (Indice de classement : P62-501)
- NF EN 687 (mai 2019) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur support en composition de liège (Indice de classement : P62-502)
- NF EN 688 (juillet 2011) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum sur liège (Indice de classement : P62-503)
- NF EN 669 (décembre 1997) : Revêtements de sol résilients - Détermination de la stabilité dimensionnelle des dalles de linoléum due aux variations de l'humidité atmosphérique (Indice de classement : P62-505)

Revêtements de sol de salles sportives

- NF EN 14837 (août 2006) : Sols sportifs - Détermination de la glissance (Indice de classement : P90-139)
- NF EN 14904 (juin 2006) : Sols sportifs - Sols multi-sports intérieurs - Spécification (Indice de classement : P90-143)
- NF P90-202 (décembre 2021) : Salles sportives - Caractéristiques des supports de revêtements de sols sportifs (Indice de classement : P90-202)

Matériaux pour chapes aux liants hydrauliques

- NF EN 13813 (juin 2003) : Matériaux de chape et chapes - Matériaux de chapes - Propriétés et exigences (Indice de classement : P14-203)
- P18-302 (décembre 1991) : Granulats - Laitier cristallisé de haut-fourneau (Indice de classement : P18-302)
- NF P18-309 (décembre 1982) : Granulats d'argile ou de schiste expansés fabriqués en four rotatif destinés à la confection de bétons (Indice de classement : P18-309)
- NF P18-508 (janvier 2012) : Additions pour béton hydraulique - Additions calcaires - Spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P18-508)
- NF P18-509 (septembre 2012) : Additions pour béton hydraulique - Additions siliceuses - Spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P18-509)
- NF EN 12620+A1 (juin 2008) : Granulats pour béton (Indice de classement : P18-601)

Adjuvants pour mortiers de chape

- NF EN 1015-1 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 1 : détermination de la répartition granulométrique (par tamisage).+ Amendement A1 (Mai 07) (Indice de classement : P12-301)
- NF EN 1015-2 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 2 : échantillonnage global des mortiers et préparation des mortiers pour essai + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P12-302)
- NF EN 1015-3 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 3 : détermination de la consistance du mortier frais (avec une table à secousses) + Amendement A1 (mai 2004) + Amendement A2 (mai 2007) (Indice de classement : P12-303)
- NF EN 1015-4 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 4 : détermination de la consistance des mortiers frais (par pénétration du piston). (Indice de classement : P12-304)
- NF EN 1015-6 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 6 : Détermination de la masse volumique apparente du mortier frais + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P12-306)
- NF EN 1015-7 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 7 : détermination de la teneur en air du mortier frais. (Indice de classement : P12-307)
- NF EN 1015-9 (septembre 2000) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 9 : détermination de la durée pratique d'utilisation (DPU) et du temps ouvert (TO) du mortier frais + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P12-309)
- NF EN 1015-10 (septembre 2000) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 10 : détermination de la masse volumique apparente sèche du mortier durci + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P12-310)
- NF EN 1015-11 (novembre 2019) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 11 : détermination de la résistance en flexion et en compression du mortier durci (Indice de classement : P12-311)
- NF EN 1015-12 (juillet 2016) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 12 : détermination de l'adhérence des mortiers d'enduit durcis appliqués sur supports (Indice de classement : P12-301-12)
- NF EN 1015-17 (février 2001) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 17 : détermination de la teneur en chlorure soluble des mortiers frais + Amendement A1 (février 2005) (Indice de classement : P12-317)
- NF EN 1015-18 (mai 2003) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 18 : détermination du coefficient d'absorption d'eau par capillarité du mortier durci (Indice de classement : P12-318)
- NF EN 1015-19 (octobre 1999) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie - Partie 19 : détermination de la perméabilité à la vapeur d'eau des mortiers d'enduits durcis + Amendement A1 (février 05) (Indice de classement : P12-319)
- NF EN 1015-21 (mai 2003) : Méthodes d'essai des mortiers pour maçonneries - Partie 21 : détermination de la compatibilité des mortiers d'enduit extérieur mono-couche avec les supports (Indice de classement : P12-321)

- NF EN 480-10 (novembre 2009) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 10 : détermination de la teneur en chlorure soluble dans l'eau (Indice de classement : P18-310-10)
- NF EN 480-11 (janvier 2006) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 11 : détermination des caractéristiques des vides d'air dans le béton durci (Indice de classement : P18-310-11)
- NF EN 480-12 (mars 2006) : Adjuvants pour béton, mortiers et coulis - Méthodes d'essai - Partie 12 : détermination de la teneur en alcalis dans les adjuvants (Indice de classement : P18-310-12)
- NF EN 480-14 (décembre 2006) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essais - Partie 14 : détermination de l'effet sur la tendance à la corrosion de l'acier pour armature au moyen d'un essai électrochimique potentiostatique (Indice de classement : P18-310-14)
- NF EN 480-2 (novembre 2006) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 2 : détermination du temps de prise (Indice de classement : P18-310-2)
- NF EN 480-4 (janvier 2006) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 4 : détermination du ressuage du béton (Indice de classement : P18-310-4)
- NF EN 480-5 (janvier 2006) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 5 : détermination de l'absorption capillaire (Indice de classement : P18-310-5)
- NF EN 480-6 (janvier 2006) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 6 : analyse infrarouge (Indice de classement : P18-310-6)
- NF EN 480-8 (juillet 2012) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Méthodes d'essai - Partie 8 : détermination de l'extrait sec conventionnel (Indice de classement : P18-310-8)
- NF EN 934-2+A1 (août 2012) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 2 : adjuvants pour bétons - Définitions, exigences, conformité, marquage et étiquetage (Indice de classement : P18-341-2)
- NF P18-370 (juillet 2013) : Adjuvants - Produits de cure pour bétons et mortiers - Définition, spécifications et marquage (Indice de classement : P18-370)
- NF P18-371 (juillet 2013) : Adjuvants - Produits de cure pour bétons et mortiers - Détermination du coefficient de protection (Indice de classement : P18-371)

Adhésifs et colles

- NF EN 1770 (juin 1998) : Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton - Méthodes d'essais (Indice de classement : P18-939)
- NF T76-011 (août 1980) : Adhésifs - Classification des principaux adhésifs (Indice de classement : T76-011)
- NF T76-129 (novembre 1989) : Adhésifs pour revêtements de sols - Caractéristiques et désignation de l'outillage d'application - Spatules crantées. (Indice de classement : T76-129)
- NF T76-131 (novembre 1989) : Adhésifs pour revêtements flexibles de sols plastiques - Liste de méthodes d'essais de caractérisation (Indice de classement : T76-131)
- NF EN 1902 (juillet 2015) : Adhésifs - Méthode d'essai des adhésifs pour revêtements muraux et de sol - Essai de fluage sous contrainte de cisaillement (Indice de classement : T76-404)

Normes diverses

- NF EN 1008 (juillet 2003) : Eau de gâchage pour bétons - Spécifications d'échantillonnage, d'essais et d'évaluation de l'aptitude à l'emploi, y compris les eaux des processus de l'industrie du béton, telle que l'eau de gâchage pour béton (Indice de classement : P18-211)
- NF P92-501 (décembre 1995) : Sécurité contre l'incendie - Bâtiment - Essais de réaction au feu des matériaux - Essai par rayonnement applicable aux matériaux rigides ou rendus tels (matériaux de revêtement collés) de toute épaisseur et aux matériaux souples d'épaisseur supérieure à 5 mm (Indice de classement : P92-501)
- NF P92-506 (décembre 1985) : Bâtiment - Essais de réaction au feu des matériaux - Essai au panneau radiant pour revêtements de sol (Indice de classement : P92-506)

RÈGLEMENTATION THERMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par les réglementations thermiques et ses textes complémentaires.

RÈGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place .

RÈGLEMENTATION ACCESSIBILITÉ

Afin de garantir la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :

- établissements recevant du public et installations ouvertes au public :

○ réhabilitation de l'existant : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. ». L'obligation d'accessibilité totale de l'établissement porte sur les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant de catégorie 1 à 4. Concernant les établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie, une partie du bâtiment (ou de l'installation) est obligatoirement accessible à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. L'obligation d'accessibilité porte également sur les installations ouvertes au public existantes. Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter au minimum les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures verticales ,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds ,
- dispositions relatives aux dispositifs d'éveil à la vigilance .

○ nouvelle construction : les établissements recevant du public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements (article R162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation). Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures verticales ,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds ,
- dispositions relatives aux dispositifs d'éveil à la vigilance .

● bâtiments à habitation collectifs et maisons individuelles :

○ réhabilitation : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. » L'obligation d'accessibilité d'un bâtiment à habitation collectifs porte sur les équipements jouant un rôle en matière d'accessibilité disposés dans les circulations communes et dans les locaux collectifs qui sont susceptibles d'être utilisés par les habitants ou les visiteurs. L'obligation porte également sur un bâtiment ou une partie d'un bâtiment à habitation collectifs lorsque sont entrepris des travaux de modification ou d'extension ou des travaux de création de logements dans un bâtiment existant par changement de destination ou lorsque le rapport du coût des travaux à la valeur du bâtiment est supérieur ou égal à 80 %. Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes ,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes ,

■ dispositions relatives aux dispositifs d'éveil à la vigilance .

○ construction nouvelle :

Les bâtiments à habitation collectifs et leurs abords (articles R162-1 à R162-4 du Code de la Construction et de l'Habitation) ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire déposé à compter du 1^{er} octobre 2019, ainsi que les maisons individuelles nouvellement construites destinées à être louées, mises à dispositions ou être vendues (articles R162-5 à R162-7 du Code de la Construction et de l'Habitation) doivent être construits et aménagés, pour 20 % d'entre eux, de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. Le reste des logements est évolutif, dont la réversibilité des aménagements des pièces composant l'unité de vie pour devenir un logement accessible au sens réglementaire ou adapté aux besoins de l'occupant est possible par le biais de travaux simples. Sont considérés comme simples, les travaux sans incidence sur les éléments de structure, qui ne nécessitent pas d'intervention sur les chutes d'eau, sur les alimentations en fluide et sur les réseaux aérauliques situés à l'intérieur des gaines techniques appartenant aux parties communes du bâtiment, qui ne modifient pas les canalisations d'alimentation en eau, d'évacuation d'eau et d'alimentation de gaz nécessitant une intervention sur les éléments de structure, qui ne portent pas sur les entrées d'air ou qui ne conduisent pas au déplacement du tableau électrique du logement. Pour le présent lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l' arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l' arrêté du 28 avril 2017 et l' arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes ,
- dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes ,
- dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes ,
- dispositions relatives aux dispositifs d'éveil à la vigilance .

RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS SUR LE CHANTIER

Pour la réglementation concernant :

- la sécurité et la protection de la santé sur le chantier ;
- la sécurité des ouvriers contre les chutes ;
- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante .

l'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LES DÉCHETS ET LES BRUITS DE CHANTIER

A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- Articles L541-11 et L541-15-2, R541-13 à R541-27 du Code l'environnement ;
- circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement .

A.2 Déchets de démolition

- Articles R126-8 à R126-14-2 du Code de la construction et de l'habitation ;
- arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

A.3 Déchets dangereux

- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux .

A.4 Déchets d'amiante

- Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment .

A.5 Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques

- Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement .

B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;
- l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ,
 - le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ,
 - les comportements anormalement bruyants .
- les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux .
- le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage
- l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage .

Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.

- Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique .

B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;
- directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;
- arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments .

ÉTENDUE DES TRAVAUX

PRESTATIONS À LA CHARGE DU PRÉSENT LOT

Travaux faisant partie du marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- la reconnaissance des supports qui est à réaliser contradictoirement selon le NF DTU 53.12 (clos couvert, température ambiante, cloisons, propreté, humidité, microfissures et fissures, cohésion de surface, porosité, planéité, cure, pellicule de surface, escalier) ;
- les résultats des contrôles de la reconnaissance des supports qui sont à inscrire sur un rapport (voir annexe A normative de la NF DTU 53.12 P1-1-1) ;
- les études, plans d'appareillage et de calepinage éventuels du revêtement ;
- le traitement spécifique des supports ;
- le traitement des microfissures inférieures ou égales à 0,3 mm ;
- la fourniture et l'application éventuelle d'un primaire ;
- la fourniture et l'application éventuelle d'un enduit de préparation de sol ;
- la fourniture de la colle pour la pose par collage en plein du revêtement ;
- la préparation des supports des locaux à risques identifiés qui sont définis et quantifiés dans les DPM (Documents Particuliers du Marché) ;
- la fourniture et la pose des revêtements de sols souples prévues dans les DPM conformément aux prescriptions du NF DTU 53.12 ;
- la fourniture de l'outillage et du matériel d'exécution ;
- la fourniture et l'application éventuelle des produits de soudure pour la soudure du revêtement en lès ou en dalle entre eux ;
- la fourniture et l'application éventuelle des produits de traitement à froid pour le traitement du revêtement en lès ou en dalle ou entre eux ;
- la livraison des revêtements dans un bon état de propreté, sans tache de colle ;
- le balayage et le nettoyage des revêtements et plinthes à l'issue des travaux ;
- l'enlèvement du chantier de tous déchets et gravats résultant des travaux du titulaire du lot revêtement de sol ;
- la remise au client de la fiche d'entretien du revêtement fournie par le fabricant du revêtement ;
- autre :

Autres prestations à la charge du présent Lot par dérogation au NF DTU 53.12

Les prestations à la charge du présent Lot comprendront:

- la pose des anciens revêtements de sol.

DONNÉES ESSENTIELLES

Destination des locaux concernés :

- pièce 1 :
 - local à présence d'eau occasionnelle.
- pièce 2 :
 - local à sollicitations fortes et subissant des chocs.

OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- la conformité à la réglementation ;
- les conditions hygrométriques des locaux ;
- la nature et le type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- les conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- la compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc .

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux.

Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

PRIX DU MARCHÉ

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- si l'opération comporte plusieurs Lots, la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- si l'opération comporte plusieurs Lots, la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc., ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
 - les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
 - le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
 - le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur .
- la notice d'entretien, s'il y a lieu .

OBLIGATION DE RÉSULTAT

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

RÉHABILITATION - RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état et le mode d'occupation des locaux ;

- la nature et l'état des revêtements de sols existants ;
- la nature et l'état des supports existants comportant le revêtement à remplacer ;
- la nature et l'état des supports non revêtus devant recevoir des revêtements de sol neufs ;
- l'état des parquets existants devant former support de revêtements de sol neuf ;
- la flexibilité des planchers le cas échéant ;
- autre :

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront lors de cette reconnaissance effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES MATÉRIAUX SUR CHANTIER

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur le chantier avant la mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au chapitre « Documents de référence contractuels ».

Tous les matériaux défectueux ou non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

A. Préambule

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ses propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite, de manque de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

B. Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :

- remettre à l'entreprise de gros œuvre par l'intermédiaire du maître d'œuvre, toutes les indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent Lot ;
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot .

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur ses travaux ;
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs .

LOCAL OU LOCAUX DE STOCKAGE

En tout état de cause, les conditions de stockage des matériaux approvisionnés devront impérativement respecter les préconisations du fournisseur.

ÉTAT DU CHANTIER

La pose des revêtements de sol ne pourra être effectuée que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre.

Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées dans le NF DTU 53.12.

RÉHABILITATION - SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES POUR TRAVAUX DANS EXISTANTS

A. Protection et sauvegarde des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes les précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur, de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute de se conformer aux prescriptions du présent article, l'entrepreneur en subira toutes les conséquences.

B. Travaux en locaux occupés

Les travaux du présent Lot seront à réaliser en locaux occupés, et l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions particulières, à ce sujet, notamment :

- pour garantir la sécurité des occupants ;
- pour protéger les existants .

Dans les locaux non touchés par les travaux mais utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois, les revêtements de sols devront être totalement recouverts pour en assurer la protection.

Dans les locaux de passage obligé pour les occupants, l'entrepreneur devra organiser et réaliser ses travaux de revêtements de sol de telle manière que le passage soit toujours possible, sauf interruption de très courte durée inévitable.

Pour assurer ce passage, le choix des solutions sera du ressort de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra strictement et complètement respecter les spécifications, prescriptions et instructions énoncées à ce sujet dans le document « Clauses communes à tous les Lots ».

Il est bien ici stipulé que l'entrepreneur est contractuellement réputé avoir pris en compte lors de l'établissement de son offre, toutes les difficultés et sujétions de toute nature, pouvant être rencontrées dans le cadre d'une exécution en locaux occupés.

C. Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, et tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

En locaux occupés, les nettoyages devront être effectués :

- tous les soirs, tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis seront parfaitement nettoyés.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

D. Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux, l'entrepreneur devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit-elle des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

L'enlèvement et la remise en place ou le déplacement des mobiliers et équipements, nécessaires pour permettre l'exécution des travaux, seront effectués :

- par les occupants.

E. Organisation des interventions en logements occupés

Après autorisation du maître d'ouvrage, l'entrepreneur organisera ses interventions en fonction des disponibilités des occupants. Il prendra contact directement avec les occupants à ce sujet.

Il remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, le calendrier détaillé envisagé pour ces interventions.

F. Programmation des interventions

L'entrepreneur devra programmer ses interventions en accord avec les occupants.

Il devra notamment :

- informer les occupants 48 heures à l'avance de la date et de l'heure de son intervention et, en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date ;
- respecter strictement les dates et horaires définis .

CONDITIONS MINIMALES D'INTERVENTION

A. Clos et couvert

Le clos et le couvert de l'ouvrage seront réalisés.

B. Éclairage

Les pièces à réaliser seront éclairées.

C. Travaux des autres corps d'état

Les travaux de gros œuvre, les enduits et raccords seront secs. Les travaux d'apprêt ou de peinture (incluant les finitions) seront terminés sur les plafonds, les huisseries et les murs.

- Les appareils sanitaires auront été mis en place.

L'étanchéité des installations sanitaires et de chauffage aura été vérifiée et la mise en eau effectuée.

Les portes laisseront le jeu nécessaire pour la pose de l'enduit de sol éventuel et du revêtement.

Les plinthes en bois auront été posées, traînées, et la couche d'impression appliquée.

Les socles et massifs prévus pour les canalisations traversantes ou les appareils sanitaires posés au sol seront terminés.

Les vides entre les supports horizontaux et verticaux auront été traités ainsi que toute ouverture pouvant laisser l'enduit de sol s'écouler dans un étage inférieur.

D. Températures et hygrométrie du local

La température du support devra être au moins supérieure ou égale à 10 °C et inférieure ou égale à 30 °C.

RECONNAISSANCE DES SUPPORTS

Supports neufs

La reconnaissance des supports en travaux neufs fera l'objet d'un relevé de contrôles réalisé contradictoirement en présence du maître d'ouvrage et/ou de son représentant, et sera inscrit sur le rapport qui leur sera transmis.

Supports à base de liants hydrauliques

A. Taux d'humidité des supports

La mesure du taux d'humidité des supports sera réalisée par le titulaire du Lot avec :

- prélèvement effectué sur une profondeur de 4 cm minimum du support.

B. Microfissures et fissures

Les microfissures (largeur inférieure ou égale à 0,3 mm) seront révélées par mouillage de la surface.

L'entreprise titulaire du Lot « Revêtement de sol » devra mesurer la largeur des fissures. S'il existe des fissures d'une largeur supérieure à 0,3 mm ou que celles-ci présentent des désaffleures ou pianotages, l'entreprise avertira le maître d'ouvrage afin qu'il commande les travaux nécessaires au traitement de ces fissures.

C. Cohésion de surface

La cohésion de surface du support sera vérifiée au test à la rayure (à l'aide d'une pièce ou d'un tournevis).

En cas de doute, un essai d'adhérence sera réalisé selon l'Annexe A du NF DTU 26.2. Le résultat devra être supérieur à 0,5 MPa.

Dans le cas contraire, l'entreprise avertira le maître d'ouvrage afin qu'il commande les travaux nécessaires au traitement du support.

D. Porosité

Elle sera déterminée en réalisant le test « de la goutte d'eau » de manière à déterminer la nature du primaire à utiliser avant la mise en œuvre de l'enduit de préparation de sol.

E. Planéité

Pour un support sans pente, elle sera réalisée au moyen d'une règle de 2 m et d'un réglet de 20 cm posés à leurs extrémités sur deux cales sur une distance de 2 m. La règle sera placée horizontalement sans que l'on ne constate de pente, et, à chaque point, la règle ou le réglet sont pivotés en tous sens à 360 degrés.

Le nombre de points de contrôle sera au minimum de cinq points par 100 m².

Les tolérances des supports neufs devront respecter les spécifications des NF DTU les concernant.

Dans le cas contraire, le titulaire devra le notifier au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre.

F. Produit de cure

Tout produit de cure devra être éliminé avant la mise en œuvre d'un primaire, d'un produit de maintien ou d'un enduit de préparation de sol.

Planchers

- Dalles pleines en béton armé (BA) coulées in situ avec continuité sur appui, répondant aux exigences du NF DTU 21.

Chapes et dalles rapportées

- Chapes adhérentes.

Marches d'escaliers

Le support sera plan, sec et lisse.

Les plats de marche et les contremarches devront présenter les mêmes tolérances que les autres supports à base de liants hydrauliques.

Les nez de marche et les fonds de marche devront être :

- sans épaufrures, rectilignes, parallèles dans le cas d'escaliers à évolution droite ;
- présenter des équerrages pour les fonds de marche et des arrondis uniformes pour les nez de marche d'un rayon de courbure minimum de 12 mm pour les marches qui recevront des marches intégrales .

Les nez de marches devront être non glissants et contrastés sur une largeur de 3 cm minimum.

Les conditions devront respecter les spécifications ci-dessus ; dans le cas contraire, le titulaire devra le notifier au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre.

Supports verticaux

Les supports verticaux destinés à recevoir les remontées en plinthe ou autres accessoires devront être sains, sec, propres et lisses.

Ils présenteront :

- une planéité de 7 mm sous la règle de 2 m et 2 mm sous le réglet de 20 cm pour les autres types d'ouvrages .

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Préparation des supports neufs

Supports neufs à base de liants hydrauliques

Les travaux préparatoires comporteront :

- le nettoyage du support ;
- le traitement des fissures comprises entre 0,3 et 0,8 mm ;
- l'application d'un primaire, compatible avec l'enduit de préparation de sol et la nature du sol ;
- l'exécution d'un enduit de préparation de sol.

Traitement des fissures comprises entre 0,3 et 0,8 mm

L'entrepreneur aura à :

- ouvrir la fissure par sciage avec un disque diamant ;
- nettoyer et dépoussiérer la fissure par aspiration ;
- garnir à l'aide d'une résine bi-composant rigide, coulante, ou équivalent, d'une dureté shore D 60 à 24 h ;
- sabler à refus avec du sable de quartz fin et sec, le produit de garnissage avant sa polymérisation ;
- après durcissement de la résine, aspirer l'excès de sable non adhérent avec un aspirateur .

Joints du support

Aux joints de dilatation, les tranches du revêtement devront être protégées, l'entrepreneur devra coller le revêtement de part et d'autre du joint :

Joints de fractionnement et de construction

- Le joint de fractionnement aussi nommé joint de retrait scié est à la charge de l'entrepreneur.

Pour la réalisation du joint de retrait scié, l'entrepreneur aura à :

- garnir à l'aide d'une résine bi-composant rigide, coulante, ou équivalent, d'une dureté shore D 60 à 24 h ;
- sabler à refus avec du sable de quartz fin et sec, le produit de garnissage avant sa polymérisation ;
- après durcissement de la résine, aspirer l'excès de sable non adhérent avec un aspirateur .

En outre, la largeur des joints ne saurait être supérieure à 2 cm au maximum afin de garantir un support sûr et stable pour l'usager circulant en fauteuil roulant, en béquilles ou tout autre équipement permettant son déplacement.

Transitions entre deux revêtements

- Le titulaire traitera les jonctions entre matériaux différents avec ;

- le titulaire traitera les différences de niveaux avec.

Plats de marches dans les escaliers en béton

Le lissage de la surface en maçonnerie des plats de marches sera effectué au moyen d'un enduit de sol à base ciment.

Supports neufs verticaux à base de liants hydrauliques

L'entrepreneur aura à appliquer un primaire.

Préparation des supports anciens

Supports anciens à base de liants hydrauliques

La laitance, les dépôts, peintures, pellicules de plâtre seront éliminés et le support soigneusement dépoussiéré.

Les travaux préparatoires seront les suivants :

Dalles plastiques semi-flexibles collées

L'entrepreneur devra effectuer les travaux préparatoires qui consistent en :

Sols en PVC compacts lés

L'entrepreneur devra nettoyer soigneusement les supports avec un lessive sodée, rincer à l'eau claire puis appliquer un temps de séchage.

Primaire avant l'enduit de préparation de sol

L'entrepreneur aura à réaliser un primaire sur support :

- normalement poreux.

Les supports faïencés seront traités sur toute la surface.

Enduit de préparation de sol

L'enduit de préparation de sol devra être mis en œuvre conformément au NF DTU 53.12 et choisi avec des performances d'usage au minimum en adéquation avec l'usage du local et au regard du classement UPEC et visant le support concerné.

Le support recouvert d'enduit sera revêtu :

- dans un délai minimum de 24 h et maximum de 15 jours, pour les revêtements de sols textiles ;
- de 48 h minimum et maximum de 15 jours, pour les revêtements de sols PVC et linoléum

PRESCRIPTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES REVETEMENTS

DISPOSITION DES LÉS

Les rouleaux utilisés dans un local devront appartenir au même Lot.

L'entrepreneur devra effectuer une étude du calepinage pour minimiser le nombre de joints, éviter qu'ils soient placés dans une zone de fort trafic et que la largeur des lés posés corresponde à celui du produit manufacturé.

Les lés d'une largeur inférieure à la laize normale ne pourront être posés que de part et d'autre d'un lé normal, à condition que ce soit en bordure de la pièce.

La réalisation du joint sera faite par tranchage des deux lisières superposées Et les lés seront posés bord à bord si l'état des lisières le permet

Les revêtements à motifs répétitifs seront raccordés de façon à assurer la continuité d'aspect d'un lé à l'autre.

POSE DES REVÊTEMENTS EN LÉS

Pose par collage en plein des revêtements de sol en PVC

Les revêtements de sol PVC seront collés en plein sur le support.

La pose sera effectuée selon les prescriptions du NF DTU 53.12.

Les températures d'emploi de la colle prescrites par le NF DTU 53.12 devront être respectées. Il sera nécessaire d'homogénéiser la colle avant emploi.

L'application de la colle s'effectuera d'une manière régulière conformément aux instructions du fabricant.

La consommation moyenne indiquée par le fabricant de colle devra être respectée.

Le positionnement des lés devra satisfaire aux dispositions du NF DTU 53.12.

Le revêtement devra nécessairement être marouflé deux fois. La première fois, il sera marouflé à l'aide d'une cale à maroufler, en partant du centre des lés et, la seconde fois, il sera marouflé au rouleau à maroufler sur l'ensemble de la pièce

Dans le cas de lés à recouvrement, le revêtement sera tranché sur les deux épaisseurs et ensuite collé après avoir vérifié que la colle a été appliquée en quantité suffisante au niveau du joint.

POSE DES DALLES ET LAMES

Pose par collage en plein des revêtements de sol en PVC

Les revêtements de sol PVC seront collés en plein sur le support.

La pose sera effectuée selon les prescriptions du NF DTU 53.12.

L'entrepreneur devra aspirer soigneusement la surface à encoller et homogénéiser la colle avant l'emploi. L'application de la colle démarrera au centre de la pièce contre la ligne de démarrage sur une longueur la plus grande possible.

La première dalle ou lame sera posée au centre de la pièce et les suivantes de part et d'autre de celle-ci.

Une fois la première rangée posée, le titulaire devra répartir les dalles ou lames contre la ligne perpendiculaire en effectuant une pose en escaliers.

Les principes d'implantation et de tracé seront celles indiquées par le NF DTU 53.12 pour :

Premier marouflage à l'aide d'une cale à maroufler après la pose de quelques dalles ou lames, puis deuxième marouflage sur l'ensemble de la pièce à l'aide du rouleau à maroufler.

Les coupes seront réalisées par superposition d'une dalle selon la méthode de découpe au report.

Les découpes, en périphérie, au droit des huisseries et autres points singuliers, seront réalisées pendant le temps de travail de la colle.

Pose de dalles ou lames plombantes amovibles

La pose sera effectuée selon les prescriptions du NF DTU 53.12.

Le produit de maintien devra être mis en œuvre sur toute la surface du local. Il devra être complètement sec avant la mise en œuvre des dalles ou lames.

Des barres de seuil seront placées à toutes les ouvertures où le revêtement est contigu à un autre type de revêtement.

JONCTION ENTRE LES LÉS, DALLES OU LAMES

Pour revêtement PVC

La technique de jonction et de traitement des joints sera choisie en fonction du type de revêtement PVC utilisé et du classement du local (sollicitations et présence d'eau) :

JONCTION AVEC LES APPAREILS SANITAIRES

Les jonctions avec les appareils sanitaires ne devront laisser aucun vide entre le revêtement et l'appareil ; elles seront traitées au mastic sanitaire.

TRAITEMENT DES RIVES, SEUILS, PÉNÉTRATIONS

En locaux à présence occasionnelle d'eau

Dans les locaux à présence occasionnelle d'eau (E₁ au sens du classement UPEC), sur tous types de support, le revêtement sera simplement arasé en rive.

Dans le cas où le local est adjacent à un local à présence d'eau prolongée (E₃ au sens du classement UPEC), le traitement des seuils sera adapté, soit par soudure soit par mise en œuvre d'un seuil manufacturé adapté.

En locaux à présence d'eau fréquente

Pour les locaux à présence d'eau fréquente (E₂ au sens du classement UPEC) :

- Sur supports à base de liants hydrauliques :
 - un calfatage avec un mastic adapté sera prévue entre la plinthe et le revêtement en PVC.

En locaux à présence d'eau prolongée

Seuls les supports à base de liants hydrauliques et les revêtements de sols PVC sont concernés.

La jonction sera réalisée entre les supports verticaux et horizontaux avec :

- une remontée en arrondi sur une forme d'appui manufacturée ;
- une remontée en angle droit du revêtement thermoformé à chaud sur les parois ;
- une plinthe plastique manufacturée souple d'au moins 7 cm de hauteur et maximum 15 cm avec retour horizontal (talon) d'au moins 3 cm.

Concernant les seuils :

- Les joints de seuils seront traités par soudure.

Dans le cas des pénétrations (passages de tuyauteries), le calfeutrement sera réalisé avec :

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES POUR LA POSE EN ESCALIER

Un profilé « nez de marche » devra être mis en œuvre sauf si un revêtement spécifique est utilisé, permettant de revêtir en continuité la marche.

Le découpage et la pose des plats de marches et des contremarches par collage en plein s'effectueront séparément. Les nez de marches seront des :

- nez de marche métalliques avec lames antidérapantes vissés et collés sur leur support.

Dans le cas d'un établissement recevant du public existant, les nez-de-marches seront non glissants et contrastés au minimum sur une largeur de 3 cm.

Dans le cas d'un établissement recevant du public neuf, les nez-de-marches seront non glissants et contrastés au minimum sur une largeur de 3 cm. Les débords de nez-de-marches seront autorisés à hauteur d'une dizaine de millimètres.

Dans le cas d'un bâtiment à habitation collectif, les nez-de-marches dans les parties communes seront non glissants, contrastés au minimum sur une largeur de 3 cm ne comporteront pas de débord excessif par rapport à la marche. En ce qui concerne les volées de marches ou escalier à l'intérieur des logements situés sur deux niveaux, les nez-de-marches ne comporteront pas de débord excessif.

ENTRETIEN

En fin de travaux,, l'entrepreneur devra obligatoirement remettre une fiche d'entretien du revêtement fournie par le fabricant au maître d'ouvrage.

PRESRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX

CERTIFICATIONS ET CLASSEMENTS

La Certification de caractéristiques d'un produit est la reconnaissance par un organisme indépendant et compétent du niveau de performance et de la régularité de ces caractéristiques du produit. Elle permet de répondre aux exigences de qualité des travaux, et de performance et de durabilité des ouvrages.

La certification intègre le niveau de performance spécifié dans le DTU pour l'usage défini.

Classement UPEC

La marque UPEC peut être utilisée seule ou en association avec d'autres marques collectives de certification.

NATURE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS EN GÉNÉRAL

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages à la charge du présent Lot, devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les Matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément Technique Européen ;
- être admis à la marque NF ;
- être titulaire d'une certification ou d'un label .

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'Avis Technique devra être lancée par l'entrepreneur ;
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATE » (Appréciation technique d'expérimentation), qui aboutit dans un délai de l'ordre de deux mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB .

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits « tout prêts » du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

CHOIX DES PRODUITS

Selon le cas, le choix des produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.

A. Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée « ou équivalent »

L'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre un produit d'une autre marque en apportant la preuve que ce produit est équivalent en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des

teintes, aspect du fini, possibilité de nettoyage, etc.

L'acceptation du maître d'œuvre des produits proposés par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

B. Produit à proposer par l'entrepreneur

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc. voulus.

CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES MATÉRIAUX SUR CHANTIER

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant leur mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies aux « Documents contractuels » cités en tête du présent document.

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

ÉCHANTILLONS

Avant toute commande, l'entrepreneur devra fournir les échantillons de toutes les fournitures qu'il envisage de mettre en œuvre.

Pour les ouvrages de grandes dimensions, l'entrepreneur pourra présenter les documentations techniques détaillées.

CHOIX DES TEINTES ET/OU DÉCORS

Les teintes et/ou les décors seront au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant pour la catégorie du matériau concerné.

COLLES, ADHÉSIFS, RÉSINES, PRIMAIRES, MASTICS, ETC.

A. Colles et adhésifs

La colle doit être adaptée à l'envers du revêtement (par gamme, famille ou produit spécifique), ses indications doivent être mentionnées sur les conditionnements de colle.

Les colle et adhésifs utilisées en pose collée devront être conformes à la norme NF EN 14259.

B. Résines pour traitement des fissures

Le produit sera de type résine bi-composant stable, sans fluage dans le temps et dont les caractéristiques mécaniques en compression et en traction sont supérieures à celles du béton.

C. Mastics

Le produit élastomérique devra être conforme à la norme NF EN 15651-4.

Le mastic sanitaire devra être conforme à la norme NF EN 15651-3.

D. Cordon de soudure

Le cordon de soudure devra être en matériaux thermoplastiques et correspondre à la préconisation du fabricant.

E. Primaires

Il sera choisi en fonction de la porosité du support et de la compatibilité avec l'enduit de sol ou la colle, l'adhésif ou le produit de maintien du revêtement de sol.

PROTECTION DES OUVRAGES ACCESSOIRES MÉTALLIQUES

Selon spécifications ci-après, au présent document, tous les ouvrages accessoires en métal ferreux lorsqu'ils sont acceptés par le maître d'œuvre, seront traités contre la corrosion, selon le cas par métallisation ou galvanisation.

Ces traitements devront dans tous les cas répondre aux différentes normes les concernant.

RÉACTION AU FEU DES REVÊTEMENTS

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux concernés devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des produits et matériaux devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie, selon le type de locaux concernés.

- il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur, d'apporter la preuve du classement au feu du produit et matériau concerné.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un organisme agréé.

TRAVAUX SUR DES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE

L'entreprise interviendra dans le cadre d'un immeuble où de l'amiante a été détecté.

Les entreprises et travailleurs qui réalisent des travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante (sous-section 3) ou qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4) devront appliquer les dispositions du Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux travaux de retrait ou d'encapsulage et aux interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres à savoir :

- Une évaluation initiale des risques avec une estimation du niveau d'empoussièrement,
- la certification de l'entreprise,
- la formation et l'information des salariés,
- l'organisation du travail, avec un plan de retrait ou un mode opératoire,
- le suivi de l'exposition,
- la protection collective des salariés en réduisant les concentrations de poussières,
- la protection individuelle par le port d'équipements adaptés,
- la protection de l'environnement du chantier pour limiter les émissions éventuelles aux seuls postes concernés par les travaux,
- le traitement des déchets,
- les conditions de restitution des locaux, selon la nature des travaux et des MCA traités,
- la traçabilité des expositions.

PIECES CONSTITUTIVES COMPLÉMENTAIRES

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti, a été établi par APAVE :

- Rapport N° **20880MAR06498 00 Q**
- Etabli le 17/04/2020, intitulé RAPPORT Hospitalier Saint-Esprit

L'entreprise se reportera au rapport, pour avoir une connaissance détaillée et complète de la présence de matériaux contenant de l'amiante sur l'opération et des modalités de leur encapsulage et de leur retrait.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des informations ou préconisations qui y sont consignés.

PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le marché est traité à prix global et forfaitaire, ferme, non révisable et non actualisable.

L'Entreprise du présent lot, par le fait de sa réponse à l'appel d'offres, prend la responsabilité des documents fournis par le bureau d'études et à ce titre, elle ne saurait se prévaloir d'erreurs ou omissions, pour demander un supplément de prix.

Les quantités, notées sur les bordereaux, sont fournies à titre indicatif afin d'harmoniser les réponses de l'appel d'offres. Il appartiendra à l'entreprise de les vérifier, de les faire siennes, et d'apporter s'il juge nécessaire, toutes les réserves et observations (ou modifications si les règles de consultation le permettent) ayant une incidence sur le coût global des travaux et ce, avant la remise de l'offre et la signature du marché.

Toutes les éventuelles modifications de métrés, formulées ultérieurement à la signature du marché, ne seront pas prises en compte.

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES REVETEMENTS

SOLS ET MURS CARRELAGE

DEMOLITION REVETEMENTS DE SOL

DEMOLITION DE CARRELAGE DE SOL

Démolition de carrelage de sol existant :

- Piquage et enlèvement des carreaux y compris mortier de scellement
- Décaissement du sol jusqu'à la cote voulue
- Chargement et évacuation des gravois vers une décharge publique des gravois

7A.1. Démolition de carrelage de sol yc forme de pose

Localisation :

- Selon les plans de démolition

DEMOLITION DE CARRELAGE MURAL

Démolition de carrelage mural existant :

- Démolition des carreaux en respectant soigneusement le mortier de pose
- Démolition des carreaux y compris mortier de pose
- Piquage du support pour le débarrasser de toutes parties non adhérentes ou formant saillie
- Chargement et évacuation des gravois vers une décharge publique des gravois

7A.2. Démolition crédence

Localisation :

- Selon les plans de démolition

7A.3. Démolition revêtement des murs

Localisation :

- Selon les plans de démolition

CARRELAGE

TRAVAUX PREPARATOIRES SUR BETON ANCIEN

Réalisation de travaux préparatoire pour travaux de carrelage sur béton ancien :

- Grattage et brossage du support ancien pour éliminer les parties friables ou mal adhérentes éventuelles.
- Balayage et enlèvement des gravois.
- Coulage d'une forme de rattrapage d'épaisseur en béton d'agrégats légers, d'épaisseur voulue en fonction de l'épaisseur de l'ancien sol scellé.
- Exécution d'une chape au mortier de ciment au dosage adéquat, le dessus dressé à la règle.
- Application d'un enduit de lissage d'épaisseur voulue pour assurer le respect des tolérances de planéité, avec épaisseur minimale 3 mm, avec ou sans application d'un primaire, selon prescriptions de l'Avis Technique de l'enduit de lissage utilisé.

7A.4. Travaux préparatoire pour travaux sur béton ancien :

Localisation :

- Selon les plans de revêtement des sols et murs

CARRELAGE GRES CERAME

Fourniture et pose de grès cérame fin vitrifié :

- Carrelage grès cérame
- Joints de fractionnement tous les 25m2 et au plus tous les 10m
- Joints périphérique de 3mm
- Approvisionnement des carreaux
- Traçage, calibrage et exécution des coupes
- Chape à la charge du présent lot, y compris, le cas échéant, démolition de la chape existante
- Pose à la colle, sur chape, avec toutes préparations, fournitures, etc.
- Colle possédant un avis technique du CSTB
- Nota : pour les parties carrelées, le complexe chape+carrelage collé pourra être remplacé par un carrelage scellé à bain de mortier, l'épaisseur de celui-ci n'étant en aucun cas inférieure à 4cm
- Pointe de diamant inversée pour les sols munis d'un siphon

- Pointe de diamant inversée pour les douches à l'italienne
- Joints de 5mm au ciment
- Plinthes assorties, compris joints verticaux
- Nettoyage en fin de travaux-
- Dimension 40x40 cm minimum à soumettre à l'approbation de la maîtrise d'œuvre
- Modèle au choix du maître d'œuvre sur présentation d'un catalogue abondant
- Revêtements de sol avec étiquetage COV, A ou A+.
- Toutes sujétions comprises
- Performances requises :
 - U3P3E3C2 (Salle d'eau)

7A.5. Carreaux de grès cérame anti-glissant

Localisation :

- Selon les plans de revêtement des sols et murs

FAIENCE

FAIENCE MURALE

Fourniture et pose de faïence murale :

- Approvisionnement des carreaux
- Traçage, calibrage et exécution des coupes
- Pose à la colle, avec toutes préparations, fournitures, etc.
- Colle possédant un avis technique du CSTB
- Joints de 1mm au ciment
- Habillage de tous les angles saillants par baguette plastique
- Calepinage avec faïence de 2 coloris différentes à soumettre à l'approbation de la maîtrise d'œuvre
- Dimension faïence: 30x30 cm ou carreaux rectangulaire à soumettre à l'approbation de la maîtrise d'œuvre
- Nettoyage en fin de travaux
- Modèle au choix du maître d'œuvre sur présentation d'un catalogue abondant

7A.6. Faïences

Localisation :

- Selon les plans de revêtement des sols et murs

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES REVETEMENTS

SOLS SOUPLE

DEMOLITION DEPOSE TRAVAUX PREPARATOIRE

DEMOLITION DE REVETEMENT DE SOL SOUPLE

Dépose de revêtement de sol souple :

- Dépose sans réemploi de revêtements de sol souples collés à simple ou double encollage
- Dépose de revêtements de sol souples sur supports de toutes natures, compris relevés en plinthe
- Dépose de plinthes et accessoires métalliques compris arrachage des anciennes chevilles et rebouchage des trous
- Dépose éventuel du support en vue d'un ragréage dû au présent corps d'état
- Chargement et évacuation des gravois vers une décharge publique des gravois

7A.7. Dépose de revêtement de sol souple

Localisation :

- Selon les plans de démolition

ENDUIT DE RAGREAGE-

Fourniture et mise en œuvre d'un enduit de ragréage de sol pour mise en œuvre de sol souple:

- Support : carrelage existant

7A.8. Enduit de ragréage de sol

Localisation :

- Selon les plans de revêtement des sols et murs

REVETEMENTS DE SOL

REVETEMENTS DE SOL EN LES DE POLYCHLORURE DE VINYLE

Fourniture et pose de revêtement de sol en lés de PVC :

- Revêtement de sol vinylique hétérogène compact en lés, constitué d'une couche d'usure sur une sous-couche PVC calandree et stabilisé
- Couche d'usure transparente sur décor
- Pose par encollage en plein, avec un adhésif émulsion acrylique d'un type préconisé par le fabricant
- Joints seront soudés à chaud en envers
- Traitement des rives par remontée en plinthe du revêtement, en arrondi sur une forme d'appui manufacturée
- Mise en place d'un profilé en PVC spécifique pour cet usage, pour former gorge et remontée du revêtement collé sur parois et soudures à chaud aux angles.
- Teinte au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant
- Classement au feu : M4 ou équivalent normes EN
- Performances requises :
 - U4P3E2C2 (Circulations (hors urgences))

7A.9. Revêtement de sol en lés PVC

Localisation :

- Selon les plans de revêtement des sols et murs

ACCESSOIRES

PROFILES POUR REMONTEE EN PLINTHE

Fourniture et pose de profilé spécial pour remontée en plinthe complète:

- Profilé en PVC rigide intégrant en partie basse le support de la gorge, et en partie haute le profilé de finition, en une pièce.
- Approvisionnement
- Présentation et coupe
- Fixation par double encollage au néoprène

7A.10. Profilé spécial pour remontée en plinthe complète

Localisation :

- A la périphérie des locaux ci-dessus

SEUIL VISSE

Fourniture et pose de seuil :

- Seuil métallique posé en feuillure de portes
- Fixation par vis dans le plancher au droit de la feuillure des portes

7A.11. Seuil en laiton L40mm

Localisation :

- A la jonction entre sol souple et carrelage



oodrive **sign**

En face à face, à distance ou en ligne, créez le parcours idéal pour votre client. Oodrive Sign met la signature électronique au cœur de votre activité.

Offrez à votre application métier le meilleur de la signature électronique.

www.oodrive-sign.com

